



Jihad Farah et Jacques Teller

De la territorialisation des controverses : métropolisation, déterritorialisation et (re)territorialisation à Beyrouth

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Jihad Farah et Jacques Teller, « De la territorialisation des controverses : métropolisation, déterritorialisation et (re)territorialisation à Beyrouth », *Métropoles* [En ligne], 16 | 2015, mis en ligne le 09 juin 2015, consulté le 09 juin 2015. URL : <http://metropoles.revues.org/5098>

Éditeur : Philippe Genestier
<http://metropoles.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://metropoles.revues.org/5098>
Document généré automatiquement le 09 juin 2015.
© Tous droits réservés

Jihad Farah et Jacques Teller

De la territorialisation des controverses : métropolisation, déterritorialisation et (re)territorialisation à Beyrouth

- 1 La métropolisation apparaît aujourd'hui comme une notion incontournable dans les travaux sur la ville, même s'il subsiste une certaine ambiguïté dans la définition du phénomène qu'elle recouvre (Leroy, 2000). Des critères de taille, de multipolarité, de pratiques sociales, de concentration de flux ou d'activités économiques particulières à la globalisation sont ainsi mobilisés par les différentes définitions de la métropolisation, sans pour autant que des relations claires, de causalité ou de hiérarchie, soient établies entre ces variables. Le flou qui entoure cette notion de métropolisation est par ailleurs lié au fait qu'elle a semblé, un temps, en concurrence avec d'autres notions assez proches comme celle de ville globale, de métropole (Ascher, 1995), de ville émergente (Chalas et Dubois-Taine, 1997) ou d'économie d'archipel (Veltz, 1996)¹.
- 2 Malgré certaines divergences relatives au phénomène même de métropolisation et à son interprétation, on peut considérer que celui-ci traduit un ensemble de changements observés dans le fonctionnement de la ville, dans sa relation à la fois aux espaces qui la composent et à son environnement, ainsi que dans son adaptation aux logiques de transformation de l'économie postkeynésienne et de la globalisation (Genestier et al., 2008 : Ghorra-Gobin, 2000, 2010). La métropolisation serait ainsi, avant tout, une forme d'urbanisation liée étroitement à une forme de « déterritorialisation » de la ville et d'inscription dans des structures réticulaires en rapport avec les flux de la globalisation (Ferrier, 2001).
- 3 Cette tension entre métropolisation et territorialisation est au cœur des conceptions contemporaines de la ville. Le développement des espaces urbains ne se ferait plus – ou du moins, plus exclusivement – dans une logique de centralité géographique liant les villes et leur arrière-pays, mais dans une logique de centralité dans des réseaux s'étendant à l'échelle mondiale. Les grandes villes apparaissent de ce point de vue au cœur même du phénomène de globalisation et de ses opportunités économiques (Banque Mondiale, 2000, 2008). Toutefois, l'évolution métropolitaine a aussi ses coûts en termes de polarisation et de fragmentation du territoire urbain.
- 4 On trouve chez Dear & Flusty (1998) une modélisation emblématique de cette nouvelle réalité urbaine. Dans ce modèle, les systèmes d'organisation territoriale de la production économique et de la reproduction sociale, culturelle et identitaire, gérant les rapports entre centre et périphérie ainsi qu'entre ville et arrière-pays, ne fonctionnent plus. Les entités socio-spatiales se développeraient indépendamment de tout centre, et même de leur entourage direct. Affranchie de la contrainte territoriale, leur économie serait déterminée par leur insertion dans des réseaux qui les lient avec des entités lointaines de l'espace urbain, voire situées à l'autre bout du monde. Tout ceci constitue ainsi un défi politique considérable pour les citoyens et leurs institutions.
- 5 En effet, le fait qu'un espace se développe indépendamment de son entourage était considéré et géré dans le système urbain traditionnel comme une situation d'« exception »². La banalisation de ces espaces pèse ainsi sur l'organisation du rapport politique en métropole. On voit alors émerger une nouvelle forme d'appartenance urbaine, où la reconnaissance et l'inscription dans un système politique, social et économique urbain et ses modes de régulation ne sont que « partielles et situationnelles » (AlSayyad & Roy, 2006). C'est ainsi de l'intelligibilité du dialogue entre les différents codes et représentations de l'espace métropolitain porté par les multiples acteurs que dépend la territorialité – sa capacité à ré-émerger en tant que territoire – de la ville aujourd'hui (Ferrier, 2001)
- 6 S'il s'agit bien d'un processus qui « déterritorialise » la ville – dans l'« acceptation » historique du terme –, la métropolisation n'exclut pas pour autant des logiques de reterritorialisation. Ces

nouvelles constructions territoriales semblent toutefois plus dépendantes de la gouvernance urbaine et de la structuration de l'espace politique urbain en place que des dynamiques économiques, sociales et spatiales qui sont à l'origine du processus de métropolisation. De fait, si la littérature sur la globalisation, notamment en économie politique, souligne le poids des dynamiques économiques et démographiques sur le choix des acteurs, attestant de l'importance de l'espace politique urbain dans le développement des villes n'a jamais été aussi abondante. On parle de gouvernance (Harvey, 1989 ; Bailey, 1993 ; Legalès, 1995 ; Storker, 2011 ; Lefevre, 1998 ; DiGaetano et Strom, 2003), de coalitions de croissance (Mallenkopf, 1983 ; Logan et Molotch, 1987), de régimes urbains (Stone, 1989, 2005), de néo-institutionnalisme (Healey, 1999 ; Pierre, 2011) et de tant d'autres grilles cherchant à comprendre ou défendre des ingénieries institutionnelles et territoriales qui seraient plus adéquates pour profiter de la nouvelle donne économique et socio-spatiale des villes ainsi que pour l'orienter.

7 Dans cet article, nous nous intéressons particulièrement à cet espace politique urbain et son rôle dans la territorialisation et déterritorialisation de la ville. Si nous reconnaissons l'intérêt d'une lecture à partir de l'ingénierie institutionnelle³, nous soulignons ses limites et choisissons de faire valoir une autre grille de lecture, celle des controverses et leur territorialisation. Dans la lignée de la théorie de l'acteur-réseau, nous concevons la controverse comme un lieu de négociation qui va cognitivement et matériellement au-delà du discursif et des hommes pour inclure l'action et les objets. C'est un processus par lequel les acteurs sont poussés à se repositionner politiquement, socialement et spatialement en se défaisant de certaines de leurs certitudes et en en établissant d'autres. À travers ce processus, l'espace et les ressources sont appropriés et organisés et – c'est notre hypothèse – les territoires établis ou redéfinis. Pour soutenir notre propos, nous nous appuyons sur le cas de la ville de Beyrouth et son processus de métropolisation.

8 Le choix de Beyrouth pourrait paraître au premier abord problématique. De fait, la ville est généralement évoquée dans la littérature, au moins dans les trois dernières décennies, pour discuter d'une catégorie de villes exceptionnelles : celles en (post)conflit. Notre positionnement se démarque ainsi des lectures culturalistes – voire « orientalistes » – de cette ville, interprétant ses territorialisations comme le pendant spatial des conflits communautaires. Nous soutenons plutôt que le cas beyrouthin, malgré la violence qui entache par moments son histoire, n'est pas exceptionnel en termes de problématiques de métropolisation et de territorialisation. Violence et identités communautaires ne sont que des registres parmi d'autres de l'organisation des liens entre espaces politiques, sociaux et territoriaux. Vacillant entre guerre et paix, Beyrouth atteste de la complexité de ces liens, de la multiplicité de leurs registres, de la rapidité de leur métamorphose et de la continuité entre controverses, confrontations et conflits armés. En cela, parce qu'extrême, le cas beyrouthin nous semble particulièrement heuristique pour faire saisir notre propos.

9 La suite de cet article se divise en trois parties et une conclusion. Dans la première partie, nous introduisons le cadre conceptuel et théorique auquel on se réfère. Nous revenons ainsi sur le concept de territoire, sur les principales approches d'ingénierie institutionnelle de construction du territoire et leurs limites, ainsi que sur la définition que nous mobilisons de la controverse et ses liens avec le territoire. Dans la seconde, nous introduisons le cas de Beyrouth en restituant trois processus territoriaux fondamentaux pour comprendre sa situation à la sortie de la guerre civile en 1990⁴ : 1) la construction territoriale historique d'une ville-métropole, 2) sa déterritorialisation sous le poids de dynamiques en lien avec la complexité de sa métropolisation à partir des années 1970, 3) les dynamiques de reterritorialisation à partir de la périphérie qui se renforcent pendant la guerre. Dans la troisième partie, nous nous attardons sur les gouvernances et controverses en lien avec le projet de reconstruction et de métropolisation de l'après-guerre et leurs conséquences en termes de constructions territoriales à différentes échelles (métropolitaine, municipale, communautaire, temporaire...). Dans la conclusion, nous revenons sur l'importance de la prise en compte des controverses dans l'analyse des dynamiques territoriales des métropoles.

1. Des gouvernances à la recherche d'une reterritorialisation de l'urbain

- 10 Il est utile avant d'aller plus loin de clarifier ce qu'on entend par « territoire ». Nous ne nous engagerons pas ici dans une discussion du concept⁵. Suivant Lussault (2007), nous considérons que le territoire est fondé sur la continuité et la contiguïté. Si l'aspect matériel de ces éléments est important dans l'identification d'un territoire, c'est plutôt du côté immatériel, notamment des systèmes idéels, et du côté des pratiques, qu'il faut chercher ce dernier. Le territoire dans cette acception est une construction politique : c'est une stabilisation d'un ensemble de valeurs fondant la façon de concevoir et de s'approprier un certain espace et un mode de régulation indiquant comment gérer et organiser ses usages et son organisation.
- 11 Ainsi, la déterritorialisation qu'implique la métropolisation représente un enjeu majeur pour la stabilité nécessaire au développement de tout mode de production économique et culturelle – à plus forte raison lorsque celui-ci dépend de plus en plus de fragiles canaux de communication et d'échange à longue distance. D'où le fait que les chercheurs comme les acteurs politiques s'attèlent à imaginer les moyens de tracer les cadres de cette stabilité.
- 12 Au-delà des utopies de gouvernance mondiale et de parlements globaux, la réponse aux défis de la métropolisation passerait encore, d'une part, par la mise en place d'architectures institutionnelles et de gouvernances plus ouvertes, agiles et transversales, incluant des acteurs du secteur privé et de la société civile et, d'autre part, par un mode d'action ancré dans des lieux, des territoires. Cette approche du développement dite « localisée » – « place-based » (Moulaert et. al., 2005) – permet d'aborder l'organisation de l'action en termes de conditionnalité et de faire converger les acteurs. Elle offre aussi un cadre qui permet de développer des dynamiques d'apprentissage et de coordination basées sur des savoirs expérimentaux et tacites propres aux lieux (Bradford, 2012).
- 13 Toutefois, les différentes propositions avancées pour mettre en œuvre ces principes divergent sur beaucoup de points, notamment sur l'échelle stratégique pertinente pour gérer et développer les territoires urbains. Nous identifions dans la littérature trois entrées différentes, qui se recoupent, pour aborder cette question de l'échelle pertinente : l'échelle métropolitaine, l'échelle régionale et l'échelle locale infra-métropolitaine.

1.1 La gouvernance métropolitaine : pour des territoires métropolitains inscrits dans la globalisation

- 14 Devant la crise du modèle de gouvernement de l'Etat-nation moderne, la métropole peut être conçue comme une nouvelle échelle appropriée d'action (Ascher, 1999). Échelle stratégique du redéploiement de la globalisation économique, elle gagne un intérêt croissant comme point d'appui du développement – et surtout de la croissance – économique. La compétition entre métropoles est le nouveau cadre de l'organisation de l'économie globale⁶. On voit émerger des critères identifiant les villes globales ou mondiales (Sassen, 1991 ; Taylor, 2000) et se multiplier les classements des métropoles les plus « performantes » en termes de métropolisation (Beaverstock et. al., 1999 ; Rozenblat et Pumain, 1993 ; Rozenblat et Cicile, 2004). De même, en s'appuyant sur une gouvernance ouverte aux acteurs de la société civile et au secteur privé, la gouvernance métropolitaine est perçue aussi comme pouvant devenir la garante d'une gestion plus avertie et inclusive de territoires urbains de plus en plus complexes. Dans les dernières décennies, beaucoup d'institutions métropolitaines se sont engagées dans cette voie (Salet et. al., 2003 ; Boino, 2005).
- 15 Toutefois, nombre de réponses aux questions soulevées par la gouvernance métropolitaine ne font pas l'unanimité. Une première question est celle du degré d'intégration politique et administratif des métropoles, avec les partisans du gouvernement métropolitain, d'une part, et ceux des structures de coordination légère entre entités infra-métropolitaines, d'autre part⁷. Une seconde question se pose par rapport au mode de gouvernance, avec différentes capacités d'entreprendre, de construire un territoire ou d'élargir la sphère participative pour inclure les groupes sociaux et individus traditionnellement marginalisés (Jouve, 2003 ; Pierre, 2011). Une troisième est celle des limites de la métropole. On retrouve ainsi les partisans des échelles restreintes des agglomérations urbaines, où se concentrent les activités stratégiques dans une

économie globalisée, et ceux qui défendent une dynamique « régionale » (Wallis, 2003 ; Frisken & Norris, 2001 ; Ben Mabrouk & Jouve, 1999 ; Schaap, 2005). Cette dernière réfléchit la gouvernance à l'échelle de toute la région urbaine, en incluant les localités de navetteurs pour transcender les logiques de repli, de sécession et de compétition fiscale.

- 16 Ensuite, si pour ses défenseurs la métropole politique est le nouveau cadre qui redonnerait un sens au vivre-ensemble (Jouve, 2005) – un territoire ouvert, mixte et diversifié –, nous ne pensons pas que le dépassement de la fragmentation urbaine au cœur de ce projet et l'articulation des différentes entités socio-spatiales en place dans l'agglomération à un projet de construction métropolitaine soient choses évidentes. De fait, l'articulation à la globalisation ne touche réellement qu'une partie restreinte des entités socio-spatiales de l'agglomération. Comme le précise Genestier (2002), la métropolisation ne ferait que transférer à une autre échelle les problèmes de l'Etat-nation, notamment en termes d'accès aux ressources et de justice sociale, sans pourtant être mieux armée pour les résoudre. Harvey (2004) va plus loin en liant ce « retour des villes » à la conquête capitaliste de la ville et de ses espaces qui ont gagné une valeur stratégique nouvelle dans la vague actuelle de redéploiement économique qu'impose la globalisation. La gouvernance métropolitaine reproduirait les dérives potentielles de l'Etat-nation, notamment les risques d'autoritarisme et de technicisme, tout en n'ayant pas sa légitimité.

1.2 La gouvernance régionale : pour des territoires durables au développement endogène

- 17 Face – ou en articulation – à la métropolisation, d'autres auteurs défendent une gouvernance à une échelle plus large, notamment celle de la région⁸. Que ce soit sous la forme de réseaux de villes (Camagni & Gibelli, 1994) ou celle de terroirs historiques, de pays, avec leurs villes, espaces plus ruraux et ressources naturelles (Jean, 1996, 2006 ; Mollard & Pecqueur, 2007), la région devient un projet de territoire porté par une gouvernance territoriale (Leloup et al., 2005) incluant des acteurs publics, privés et associatifs. Cet intérêt pour la région – notamment dans la mouvance du « new regionalism » – est dû à trois dynamiques de régionalisation : un redéploiement fonctionnel, une réorganisation institutionnelle et la montée d'un régionalisme politique⁹ (Keating, 1997).
- 18 En tant que territoire historique, la région est une échelle pouvant compter sur un héritage de capital social existant et une certaine « épaisseur institutionnelle » qui facilitent le développement de réseaux de gouvernance et des dynamiques d'apprentissage (Amin et Thrift, 1994 ; Florida, 1995 ; Storper, 1997). L'approche régionale a aussi l'intérêt de transcender la dualité urbain-rural sans pour autant verser dans les travers de l'étalement périurbain des structures métropolitaines. Elle conserve sa place à la ruralité dans le cadre d'une dynamique générale l'articulant à l'économie urbaine et internationale. L'échelle régionale est ainsi une échelle où la construction de territoires durables est possible (Morgan, 2004). Ces territoires peuvent être des constructions qui vont dans le sens d'une articulation à la globalisation et ses dynamiques (Theys et al, 2010), ou qui se positionnent en alternative à celle-ci, dans une perspective de développement endogène (Magnaghi, 2003).
- 19 En effet, l'échelle régionale permet de mettre en place des stratégies territoriales qui vont au-delà d'une réflexion en termes de « tertiarisation » au service de la globalisation pour penser un territoire plus diversifié et dont l'articulation avec la globalisation se fait de façon plus complexe. Échelle stratégique plus durable et plus responsable envers les ressources naturelles, la gouvernance régionale risque toutefois d'avoir les mêmes défauts que la gouvernance métropolitaine. Le développement d'un projet territorial à cette échelle, vu la complexité de son montage, risque de devenir le propre de grands corps politiques et économiques capables de le porter mais échappant à tout contrôle démocratique (Lovering, 1999).
- 20 La critique de ces ingénieries institutionnelles – métropolitaines ou régionales – et de leurs gouvernances territoriales « innovantes » et « apprenantes » basées sur les acteurs territoriaux va au-delà de la question de la captation du pouvoir. Certains auteurs, sans pour autant rejeter totalement cette approche, invitent à prendre en compte le rôle d'acteurs relevant d'autres échelles dans le développement de ces gouvernances. De fait, l'État est souvent instigateur

et partie prenante du développement de ces gouvernances (MacLoad et Goodwin, 1999 ; MacLoad, 2001 ; Harrison, 2006). Des acteurs, relevant d'échelles supérieures comme l'Union Européenne (Morgan, 2004), jouent un rôle similaire. D'où la nécessité de considérer ces gouvernances comme multi-échelles, bien qu'elles puissent être centrées sur une échelle particulière au niveau de l'action.

1.3 La gouvernance locale : pour des territoires de cohésion et d'innovation

- 21 La troisième entrée est celle de la territorialisation par le local. Que ce soit *via* la décentralisation, la spécialisation spatiale ou la polarisation socioéconomique, on voit émerger, avec la fragmentation, des entités socio-spatiales bien marquées au niveau infra-métropolitain. Au contraire des approches précédentes cherchant à contrer la fragmentation, la gouvernance locale l'accepte et même s'appuie sur elle dans la construction de nouvelles territorialisations. Différentes approches de gouvernance locale proposent de répondre différemment au défi de la métropolisation, en mettant l'accent tantôt sur la gouvernance tantôt sur le local.
- 22 Une première approche est celle du quartier en tant que lieu. La ville serait un ensemble de quartiers, et la reconstruction de la ville comme territoire politique passerait d'abord par la reconstruction des quartiers comme lieux de vie, lieux dignement habités et animés (Schoonbrodt, 2007). Dans cette approche, on peut identifier les politiques de rénovation urbaine focalisées sur les quartiers défavorisés. Celles-ci permettent de rendre à des populations délaissées le cadre bâti ainsi que les équipements et services nécessaires à leur épanouissement. Cette entrée par le quartier est aussi celle de tout un mouvement qui cherche à travers le « placemaking » à créer des lieux de vie conviviaux où on retrouve mixité, cohésion sociale et implication citoyenne (Schnikloth & Shilbey, 2008 ; Carlo & Ponzini, 2014 ; Arefi, 2014). Ces différentes approches s'appuient sur des références idéologiques divergentes (Donzelot et al, 2003), mais s'accordent sur l'idée que l'action sur et à travers le quartier peut représenter un levier de changement social, voire de construction politique. Toutefois, cette approche de construction territoriale porte nombre de limitations et de risques, concernant notamment la pérennité de la dynamique et des moyens après la fin des interventions publiques, la stigmatisation ou encore la gentrification.
- 23 Une seconde approche défend la démocratie associative (Cohen & Rogers, 1992) comme levier pour prendre en charge la construction et la gestion d'un territoire en dehors de l'intervention publique. Cette approche est, toutefois, associée aux dérives de fermeture : son mode de gouvernance assez corporatiste n'a pas la profondeur des cultures administratives des États-nations ni leur attachement aux valeurs d'inclusion et d'intérêt général, laissant ainsi la porte largement ouverte à des pratiques d'exclusion envers les acteurs disposant de moindre ressources (Webb, 2011). En outre, si, comme le suggère Boelens (2010), des coalitions associatives sont en mesure de faire émerger des projets issus du local, mais à envergure métropolitaine, il manque à cette approche la vue d'ensemble nécessaire au développement de territoires métropolitains.
- 24 Une troisième approche est celle de l'innovation sociale. Construite par le bas, et critique de la place « fonctionnelle » laissée à la cohésion sociale et à l'action locale dans les modes de gouvernance métropolitaine aujourd'hui dominants, cette approche vise explicitement l'inclusion des groupes sociaux les plus défavorisés (Novy *et. al.*, 2012). L'innovation sociale essaie, à partir de pratiques expérimentales au niveau local, de redéfinir les rapports institutionnels¹⁰ de gouvernance pour construire des espaces de vie plus inclusifs (Moulaert *et. al.*, 2005). Dans cette approche, le passage à l'échelle supra-locale de gouvernance se fait dans une logique de coordination entre des réseaux localisés d'innovation sociale (Moulaert *et. al.*, 2010 ; Fraisse, 2011). Cependant, étant axée sur la thématique de l'inclusion et du développement de services plus performants pour répondre aux besoins des plus défavorisés, cette approche n'est pas forcément concernée par la construction de territoires urbains intégrés.

1.4 Gouverner les gouvernances ? Les controverses comme moment où se construisent les articulations des différentes (re)territorisations des métropoles

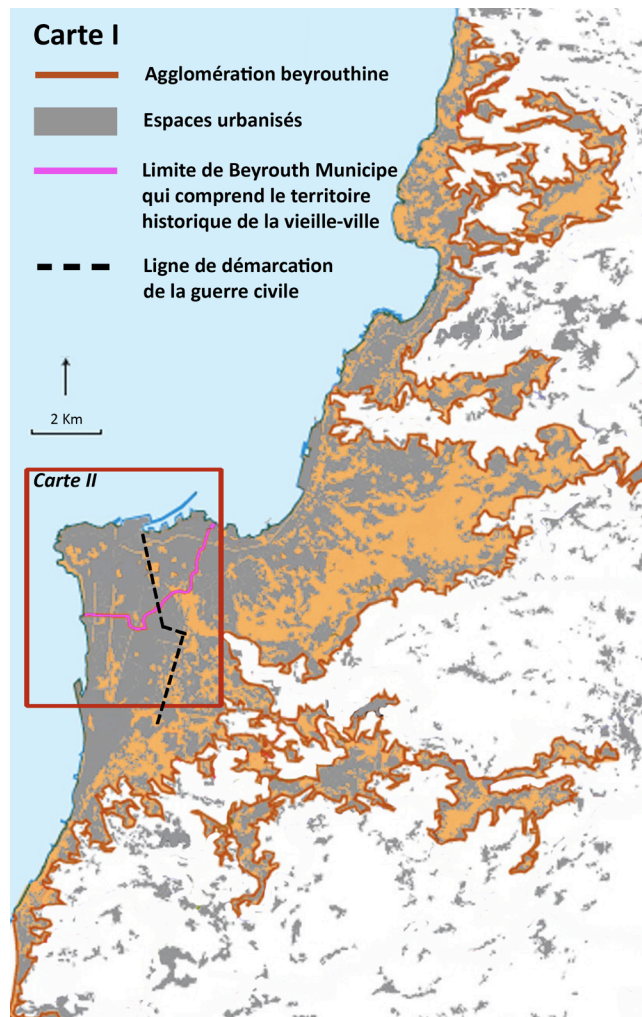
- 25 Malgré les divergences dans les objectifs et les méthodologies de ces propositions pour une reterritorialisation de la ville à l'ère de la métropolisation, on peut observer dans les faits la coexistence de certaines d'entre elles dans beaucoup de métropoles. Ceci implique une malléabilité et une capacité d'adaptation toujours plus importantes et difficilement stabilisables dans une structure institutionnelle fixe. La question de l'articulation des territoires du politique en construction dans l'espace urbain reste donc entière.
- 26 Cet article considère comme improbable et insatisfaisante la capacité de l'ingénierie institutionnelle à éclairer cette question et à lui répondre. Les controverses sont, en revanche, considérées comme un élément-clé structurant, qui permet de lire ces articulations. Les articulations entre les différentes constructions territoriales se développent au fil de positionnements autour de controverses qui touchent à l'organisation ou l'usage des espaces urbains. Ces controverses sont un élément de déstabilisation, mais aussi de construction de l'espace politique et territorial.
- 27 Dans les travaux de sociologie, notamment de sociologie politique, on peut observer une mobilisation importante du concept de controverse, avec toutefois des approches différentes. Il est entendu que la controverse est un mode de relations sociales qui se développe à partir d'un fait problématique et qui s'autonomise, dans son développement, sa signification et sa fonction, des processus décisionnels et démocratiques reconnus (Smadja, 2012). Elle s'inscrit dans un contexte de « rupture d'ordre » (Thévenot et Boltanski, 1993, p. 39) et de « monde en train de se faire » (Callon, 1981). Toutefois, si pour certains ce mode d'interaction sociale où les rapports de force se pacifient et se civilisent est basé sur le discursif et l'argumentation (Smadja, 2012)¹¹, dans cet article, et dans la tradition de la théorie de l'acteur-réseau (Latour, 1989, 1999, 2005, 2007 ; Akrich, 2006), nous concevons la controverse comme un lieu de négociation qui va, cognitivement et matériellement, au-delà du discursif et des hommes pour inclure l'action et les objets. C'est un processus par lequel les acteurs sont poussés à se repositionner politiquement, socialement et spatialement en (se) défaisant (de) certaines de leurs certitudes et en en établissant d'autres. A travers ce processus, l'espace et les ressources sont appropriés et organisés, et les territoires établis ou redéfinis.
- 28 Les territoires, comme le souligne Painter (2010), sont plus des « effets » qui sont construits à travers des processus de positionnement. Ils nécessitent un effort continu de stabilisation. Cet effort doit assurer le maintien et le renforcement des associations qui lient les acteurs entre eux, ainsi qu'avec les espaces et les ressources du territoire, lui donnant ainsi un sens et un mode de fonctionnement. Ensuite, la capacité d'un territoire à perdurer dépend de la capacité de résistance de l'association la plus faible face à la pression de nouvelles controverses (Latour, 1989), ainsi que de celle des acteurs à construire une meilleure connaissance de leur territoire et des associations qui le sous-tendent (McFarlane, 2011 ; Farias, 2011).
- 29 Cette interprétation socio-physique du territoire et des controverses nous semble ouvrir la voie à une réflexion sur le rapport du politique et de l'espace qui transcende la dualité entre la situation des pays démocratiques et celle des pays en conflit. De fait, en situation de conflit, la « négociation » se fait plus à travers la mobilisation des éléments physiques, leur localisation, leur accès et leur portée cognitive. Nous sommes conscients que nous mettons ainsi en porte-à-faux par rapport à la position des auteurs mêmes de la théorie de l'acteur-réseau – notamment Latour (1999) – pour qui les controverses ne peuvent se développer que dans les sociétés démocratiques ou acceptant une certaine pluralité. Toutefois, la contribution des objets à la « négociation » du conflit et la continuité entre débat et violence¹² sont aujourd'hui reconnues dans la littérature sur les villes polarisées – même chez les auteurs se référant à la théorie de l'acteur-réseau (voir notamment Brand et Fregonese, 2013).
- 30 Cette approche nous serait particulièrement utile pour analyser la situation de Beyrouth. Ainsi, dans ce qui suit, et à travers le cas de Beyrouth, nous suivons les dynamiques de déterritorialisation et de reterritorialisation dans cette métropole. Par ailleurs, nous nous

intéressons aux articulations entre les différentes territorialisations qui se développent au fil de controverses et conflits en lien avec l'usage et l'organisation de l'espace urbain.

2. Beyrouth, entre dynamiques de déterritorialisation et de reterritorialisation

2.1 L'émergence d'une ville

Carte I - Agglomération beyrouthine



Source : Modifications à partir d'une carte de l'agglomération beyrouthine de Faour *et al.* (2005)

- 31 Beyrouth passe au cours du XIX^e siècle du statut de petit bourg littoral de 4 000 habitants à celui de ville principale de l'est de la méditerranée. La ville profite de l'ouverture ottomane à la modernité européenne. La pénétration capitaliste européenne du Levant en fait le principal port et pôle d'échange de la Syrie (Kassir, 2003). Beyrouth est le port de l'économie de la soie (Chevallier, 1971) – produite dans son arrière-pays proche (le Mont-Liban) et plus lointain (l'intérieur syrien) et exportée vers les manufactures européennes – ainsi que la principale base des sociétés européennes investissant en Syrie. Après la crise de l'économie de la soie, la création de l'État libanais sous le mandat français et la mise en place des frontières, Beyrouth maintient une place économique d'importance dans le cadre régional. La ville devient une place financière régionale¹³ ainsi que le principal port¹⁴ de transit vers les pays du Golfe. Elle représente, jusqu'à la guerre civile de 1975, la base de commandement du capitalisme international dans la région (Paix, 1975). Portée par des acteurs politiques et économiques forts et opportunistes, Beyrouth semble être un modèle de construction métropolitaine avant la lettre.
- 32 Capitale d'un pays où coexistent 18 communautés religieuses différentes, et ville cosmopolite de tout temps ouverte aux migrations, Beyrouth a une population socialement très diversifiée.

La modernisation représente une matrice culturelle commune qui, à partir du milieu du XIX^e siècle, commence à s'imposer à la suite au développement des écoles, universités, clubs et médias (Kassir, 2003).

- 33 Spatialement, la ville quitte dès la décennie 1830 son périmètre historique pour s'étendre sur les collines environnantes. Cette expansion est d'abord confortée par le choix politique ottoman de faire de la ville la vitrine de la modernité ottomane en Syrie (Hanssen *et. al.*, 2002), puis par les ambitions de la puissance mandataire française (Ghorayeb, 1997) et celles de l'État libanais indépendant après 1943. On voit alors la ville englober de larges zones de son arrière-pays proche qui deviennent ses banlieues et périphéries (Carte I).
- 34 Ainsi, le Beyrouth des années soixante-dix est bien en train de devenir une métropole en termes de taille et de dynamisme économique. Toutefois, c'est une métropole qui perd progressivement toute forme de gouvernance d'ensemble. Les projets successifs de l'Etat central pour contrôler son étalement et orienter le développement de ses périphéries peinent à aller au-delà de plans qui ne voient jamais d'exécution. En fait, Beyrouth est en train de vivre sa déterritorialisation.

2.2 Les facteurs de déterritorialisation

- 35 Un certain nombre de facteurs contribue à faire de Beyrouth une forme de métropole déterritorialisée. Ces facteurs peuvent se décliner sur cinq plans différents.
- 36 D'abord, sur le plan démographique, la population de la ville a crû en deux siècles près de 400 fois. Les deux millions d'habitants de l'agglomération beyrouthine représentent la moitié de la population du pays. Cette croissance fulgurante n'est pas naturelle, c'est le résultat de flux migratoires continus. Cependant, au cours du XX^e siècle, ce flux migratoire extraordinaire, alimenté par un exode rural massif¹⁵ et l'arrivée continue de réfugiés¹⁶ du Proche et Moyen-Orient, provoque des dynamiques d'exclusion et de marginalisation, voire de repli¹⁷. En fait, si avant la guerre civile certains cadres économiques, institutionnels et culturels permettent d'intégrer la majorité de ces flux migratoires, les violences des années de la guerre démontent ces structures et les remplacent par d'autres pour chaque communauté. Celles-ci se maintiennent dans l'après-guerre. Ainsi, la majorité de la population vit dans des espaces-réseaux communautaires largement refermés (Huybrechts, 2002)¹⁸. Ces espaces-réseaux, loin d'être locaux, s'étendent à travers une large diaspora libanaise sur les cinq continents¹⁹. Celle-ci a encore des liens forts avec le pays, notamment économiques, où les remises des expatriés représentent 22,4 % du PIB (Banque Mondiale, 2011). Beyrouth semble ainsi une mosaïque de communautés et de flux migratoires.
- 37 Sur le plan spatial, l'étalement urbain est alimenté par la fuite de la population des lignes de front²⁰ vers des zones plus sûres pendant la guerre, et par les bulles spéculatives du marché de reconstruction dans l'après-guerre. C'est un étalement basé sur l'initiative privée qui produit un espace indifférencié qui se développe comme dans le modèle de Dear & Flusty (1998), au gré des opportunités foncières. Ainsi se juxtaposent des fragments de ville, indépendamment les uns des autres, dans un espace urbain dilué. Beyrouth en se métropolisant perd sa cohésion, devient un ensemble de fragments qui ne forment pas eux-mêmes des territoires.
- 38 Sur le plan cognitif et symbolique, Beyrouth n'a plus sa consistance de l'avant-guerre. Pendant la guerre, Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest sont coupés par une ligne de démarcation et ont de fortes composantes communautaires : chrétiens à l'est, musulmans à l'ouest (Carte I). Cette coupure cognitive se maintient dans l'après-guerre et influe encore sur les pratiques de mobilité de nombre de ses habitants (Tohmé, 1995 ; Ababsa, 2002). Avec les tensions politiques qui marquent le pays depuis 2005²¹, on voit même se multiplier les lignes de rupture. La décomposition cognitive de la métropole s'accroît aussi avec la difficulté croissante d'identifier ses limites. Son urbanisation s'imbrique désormais avec les structures rurales et urbaines des villages et bourgs de la montagne. Les efforts d'acteurs publics qui tentent de redéfinir un « espace Beyrouth », à travers la mobilisation de toponymes comme « Grand Beyrouth » ou « Région Métropolitaine de Beyrouth » ne suscitent l'adhésion ni du monde

politique ni de la société. Beyrouth est aujourd'hui un toponyme référant à un objet indéfini (Verdeil, 2013).

39 Sur le plan économique, on voit, dans l'après-guerre²², l'affaiblissement des logiques de centralité au profit d'une logique de diffusion. Ceci concerne surtout des secteurs tels certains services, commerces ainsi que les métiers de création, fortement en lien avec l'économie globalisée (Davie, 2007).

40 Enfin, sur le plan politique, Beyrouth est portée depuis par les acteurs politiques et ses notables locaux comme un projet territorial qui se développe autour des fonctions de logistique portuaire, de commerce international et de services financiers. La *wilayat*²³ ottomane, la municipalité, et plus tard l'État central libanais, représentent les espaces politiques de cadrage et de pilotage de ce projet. Ces espaces, de taille limitée, sont sous la domination exclusive de grands notables s'appuyant sur des structures de pouvoir clientélistes, qui voient d'un mauvais œil l'arrivée d'autres acteurs. Or, on constate, avec l'étalement accéléré de la ville, à partir des années cinquante, l'émergence de nouveaux acteurs contestant leur marginalisation. C'est notamment le cas avec les acteurs locaux des périphéries, les nouvelles classes moyennes urbaines et les populations des espaces de « non-droit », comme les camps de réfugiés et les quartiers informels.

41 Dans les communes périphériques, les notables et clans familiaux traditionnels s'opposent au renforcement de la centralisation de la décision métropolitaine qui les dépossède de leurs ressources et espaces d'action locaux. Face aux projets de l'État central voulant créer un « territoire de l'État » à travers des équipements, infrastructures et projets d'aménagement, ces acteurs cherchent à travers les municipalités et d'autres canaux politiques à mettre en avant leur spécificité et refusent d'être assimilés à Beyrouth²⁴. L'histoire de ces communes est fortement marquée par cette double dynamique d'intégration urbaine et de démarcation politique (Buccianti, 1973 ; Khuri, 1975 ; Pharès, 1977 ; Tohmé, 1995 ; Minier, 2000 ; Farah, 2011).

42 La présence des camps palestiniens est source de controverses dès les premiers moments de leur implantation. Ces controverses tournant autour du contrôle des camps et leur place en ville s'articulent à des controverses qui ont toujours fragilisé – et fragilisent encore – la stabilité politique libanaise : place du Liban dans le conflit arabo-israélien, arabité du pays, équilibres communautaires... Ces controverses, opposant les palestiniens et leurs alliés libanais à la droite libanaise et l'État, prennent différentes formes allant du débat politique et intellectuel à la mobilisation, voire au conflit armé à partir des années 1970. Elles se matérialisent territorialement, selon les époques, par des logiques de marginalisation et de relégation, d'intégration, d'expansion, d'autogestion, de repli ou même de pure et simple éradication pendant la guerre (Mauriat, 1997 ; Doraï, 2008 ; Abi Samra, 2009).

43 Enfin, les quartiers informels représentent eux aussi une importante source de controverses toutes aussi déterminantes pour l'évolution de la ville. Leurs habitants sont le principal sous-prolétariat nécessaire au fonctionnement d'une économie urbaine s'appuyant sur une main-d'œuvre peu chère (industrie dans la périphérie, port, services dans les quartiers centraux...) ; en même temps, ces quartiers se retrouvent sur des terrains visés par les spéculateurs et promoteurs immobiliers ce qui a pour effet un étalement urbain spectaculaire. Leur maintien tolérance ou leur éradication sont des choix qui sont mis en avant par différents acteurs économiques et sociaux. Les controverses en lien avec ces quartiers sont d'autant plus complexes qu'elles s'entremêlent avec celles des communes périphériques²⁵ ou des camps palestiniens. Enfin, la dimension communautaire n'est pas à sous-estimer dans le développement de ces controverses²⁶.

44 Ainsi, à travers des controverses liées à l'organisation et l'usage des espaces urbains se met en place une déstabilisation, puis une déstructuration de ce projet territorial. En fait, il n'est pas anodin que ce soit précisément dans les zones de la banlieue beyrouthine, où se retrouvent les lieux de vie de tous ces acteurs, qu'éclate la guerre civile. Des initiatives de reprise en main de cette métropole-capitale par l'État central s'affichent pendant et après la guerre – le projet de reconstruction (voir section 4) en étant l'expression la plus aboutie – malgré son manque de succès. L'agglomération beyrouthine comprend aujourd'hui plus de 120 municipalités, 8

unions municipales et touche 7 *casas*²⁷ différents, sans aucune structure de gouvernance ni même de plan d'orientation métropolitains.

2.3 Les facteurs de « résistance » à la déterritorialisation et une première forme de reterritorialisation : les espaces communautaires

45 Dans ce processus de métropolisation, on peut identifier certains facteurs propres au contexte beyrouthin – qu'on peut toutefois retrouver dans d'autres villes autour du monde – permettant le développement de nouvelles formes de territorialisation. Ces facteurs sont d'ordre géographique, social et politique.

46 Le Mont-Liban constitue le proche arrière-pays de Beyrouth. Cette région au cœur du pays est depuis des siècles dominée par une structure sociale clanique et communautaire. On y retrouve plusieurs constructions territoriales pseudo-féodales où de grands notables contrôlent la vie politique et économique. Si les banlieues de Beyrouth, qui faisaient historiquement partie de ces territoires, s'en autonomisent au cours du XIX^e siècle, la composition sociale de ces banlieues fait qu'elles maintiennent avec eux des rapports forts. Ce sont ces rapports qui vont favoriser ces nouveaux espaces communautaires que Davie (1992) appelle les « territoires idéologiques de la guerre ».

47 Comme le décrit Khuri (1975), les populations migrant en grand nombre de l'arrière-pays vers la ville dans les années 1950 et 1960 maintiennent l'essentiel de leurs relations sociales dans leurs localités d'origine. La ville est réservée au travail pendant la semaine, et c'est le week-end, dans les réseaux familiaux et communautaires, que se développe la sociabilité de ces néo-urbains. Ceci est aussi favorisé par le fait que les gens continuent à voter dans les localités d'origine. En même temps, les institutions communautaires (écoles, dispensaires, partis, clubs) qui s'implantent dans ces banlieues, et qui représentent une aide précieuse à l'installation pour les migrants, assurent une prolongation de l'espace communautaire en ville.

48 Ces espaces communautaires prennent pendant la guerre, et sous le contrôle de partis communautaires et leurs milices, la forme de territoires idéologiques (Davie, 1994). Par la violence et les déplacements forcés de populations, les controverses qui déstabilisaient le projet territorial beyrouthin sont mises sous le boisseau. De nouvelles organisations miliciennes communautaires mettent en place des stratégies de construction territoriale en s'appuyant sur une réorganisation des infrastructures, des équipements et des services urbains dans leurs zones (Davie, 1997).

49 Les espaces communautaires ressemblent assez curieusement aux propositions de reterritorialisation de la gouvernance régionale. On est dans des configurations qui lient, la plupart du temps, espace urbain et espace rural. Ils sont portés par des acteurs politiques mais aussi économiques qui y développent de nouvelles centralités et de nouveaux marchés (Davie, 1991, Durand, 1995 ; Khayat, 1995). Mais il faut dire qu'ils en sont aussi fondamentalement différents. Les territoires idéologiques de la guerre, bien qu'ils soient idéologiques, manquent de véritable projet (Durand, 1995). Ils sont plutôt dominés par des logiques réactives face à des situations qui s'imposent, ainsi que par des logiques de contrôle.

50 Après 15 ans d'un système de confrontation entre – et dans²⁸ – les territoires idéologiques qui finit par s'épuiser, les accords de Taef²⁹ viennent boucler une ère de violence et annoncer le retour de l'État central.

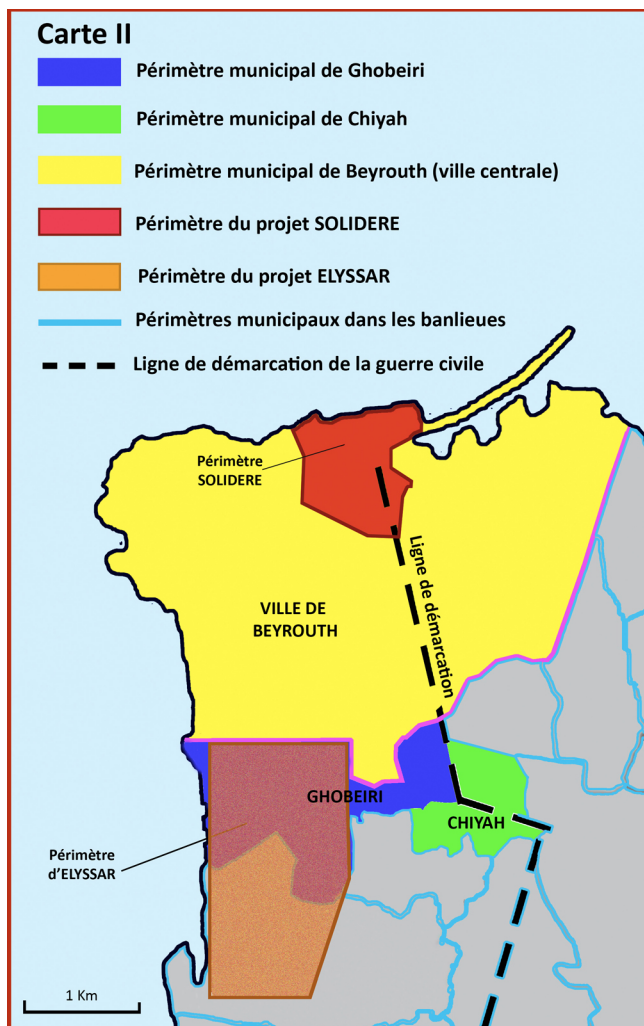
3. Gouvernances, controverses et territorialisations à Beyrouth

3.1 Une stratégie de reconstruction métropolitaine

51 Dans l'après-guerre, les autorités centrales lancent une stratégie de reconstruction de la ville. Même si elle n'est pas officialisée dans un document explicite, cette stratégie cadre le gros des projets et interventions des autorités publiques prévues à Beyrouth. Elle est pilotée par le Conseil de développement et de reconstruction rattaché directement au Premier ministre. Cette stratégie vise d'une part à désenclaver les territoires de la guerre et, d'autre part, à remettre Beyrouth sur la carte de la globalisation en faisant de la ville une importante plateforme pour

les affaires au niveau du Moyen-Orient. C'est aussi une stratégie de construction de territoire métropolitain pilotée directement par les autorités centrales.

Carte II - Périmètres municipaux et périmètres de projets dans le Beyrouth de l'après-guerre



Source : Tracé des auteurs

52

Sur le plan symbolique, cette stratégie est véhiculée comme un effort en vue de la renaissance de la capitale qui serait « une ville de traditions ouverte au futur », et matériellement, comme un important programme d'infrastructures viaires et de projets urbains (Huybrechts et Verdeil, 2000 ; Verdeil *et al.*, 2008). Le plus important de ces projets est celui de la reconstruction du centre-ville (Carte II) – communément appelé « SOLIDERE », du nom de la société privée en charge de l'opération. Il vise la création d'un important centre d'affaires et d'activités commerciales. Il a une forte symbolique et stratégique : le centre-ville était le cœur battant de Beyrouth où se retrouvaient toutes les classes sociales et toutes les communautés ; sa reconstruction porte la promesse de la réconciliation pour une population traumatisée par la guerre. Un autre projet de taille est celui de la reconstruction de l'ouest de la banlieue sud de Beyrouth (Carte II) – appelé « projet ELYSSAR » du nom de l'établissement public qui en a la charge³⁰. Il vise à libérer une importante réserve foncière dans les zones centrales de l'agglomération donnant sur la mer, occupée par des quartiers informels. Cet espace pourrait ainsi servir à développer une offre de logements et de bureaux destinée à de nouvelles classes aisées et dynamiques³¹, moteur attendu de l'économie de la reconstruction. L'importance d'ELYSSAR réside aussi dans le fait qu'il se trouve dans un endroit stratégique de l'agglomération : entre l'aéroport, remis à neuf, et le centre-ville, et sur la voie de la nouvelle autoroute prévue vers le sud. En effet, l'aéroport est la « porte » de la globalisation pour la métropole et les infrastructures routières sont l'outil privilégié par le projet de reconstruction pour la suture de sa fragmentation.

- 53 Cette voie de construction métropolitaine, largement apolitique et technocratique – du moins présentée comme telle – s’inscrit dans un accommodement à la déterritorialisation de la métropole. On est face à l’archétype du modèle néolibéral basé sur l’inscription de fragments faits de grands projets urbains dans les réseaux-mondes de la globalisation (Swingedouw *et. al.*, 2002 ; Olds, 1998 ; Sager, 2011 ; Tasan-Kok, 2009). Le succès de ces projets et la dynamique économique qui en résulterait assureraient un rôle de locomotive pour le développement des autres espaces de la ville et, plus largement, du pays. Cette doxa, portée par une gouvernance métropolitaine liant acteurs politiques de premier rang et acteurs économiques ancrés dans les réseaux de la globalisation, représente bien ce que pointent du doigt les critiques du « retour des villes » (voir § 2.1),
- 54 À Beyrouth, l’apolitisme affiché³² n’interdit pas le développement de controverses autour de l’organisation et l’usage prévu des espaces touchés par la stratégie de reconstruction. Ces controverses vont avoir un impact notable sur cette stratégie mais aussi sur le positionnement des acteurs et le développement d’autres formes de territorialisation. C’est par ces confrontations et par ces territorialisations, plus que par des projets métropolitains, que se fabrique l’urbain à Beyrouth aujourd’hui.

3.2 De quel territoire « ELYSSAR » est-il le nom ?

- 55 Les quartiers informels concernés par le projet font partie de l’espace communautaire dominé pendant la guerre par les deux partis frères-ennemis de la communauté chiite : Amal et Hezbollah. Les habitants de ces quartiers, déplacés du Sud Liban par l’occupation israélienne, font partie de la base politique de ces partis. De fait, la destruction de ces quartiers et le déplacement de leurs populations contre indemnisation, comme le prévoit le projet, sont lourds d’enjeux pour eux. Les confrontations armées qui les ont opposés vers la fin de la guerre ont affaibli leur territoire idéologique, le coupant en zones d’influences. Les accords de Taef ont aussi remis en question sa pertinence, le stigmatisant comme inapproprié à l’instauration de l’ère de paix espérée. Vient ensuite ce projet qui avait le potentiel de fortement affecter toute la structure de cet espace communautaire.
- 56 Dans les faits, ce projet a eu des effets contraires aux attentes. En effet, face au discours d’efficacité, de prospérité et de modernité porté par le projet, les partis avancent un discours axé sur la justice sociale pour les habitants des quartiers. La présence de représentants des partis au sein du gouvernement – pour Amal – ainsi que dans le conseil d’administration d’ELYSSAR ouvre le champ à des négociations tripartites serrées (Harb, 1999). Ces dernières portent sur les modalités de relogement sur place des habitants. Ces négociations s’étendent hors des négociations à huis clos entre ces acteurs pour se matérialiser dans l’espace urbain lui-même par des bras de fer incluant mobilisations, destructions et faits accomplis. Elles aboutissent à un blocage où le projet est gelé, mais où l’autoroute du sud, en revanche, est mise en place (Clerc, 2012). Cette controverse a comme conséquences la remise en question du projet métropolitain qui perd en légitimité et l’ouverture du champ à un effort de reterritorialisation par le bas porté par les acteurs communautaires et les acteurs municipaux de la banlieue sud, surtout à Ghobeiri.
- 57 Il faut savoir que les deux partis chiites ont développé pendant la guerre dans la banlieue sud tout un ensemble d’outils d’intervention politique, sociale et spatiale pour gérer cet espace communautaire. Ces outils sont encore à l’œuvre et continuent à se diversifier après la guerre (Harb, 1996, 2010). Le Hezbollah, particulièrement, a une expérience assez développée en termes d’interventions urbaines : équipements, complexes résidentiels, réseau de points d’eau dans les espaces publics... Toutefois, son entrée est plutôt d’ordre social : servir sa « société de résistance »³³ en mobilisant différents outils, dont les outils urbains. Dans les années 1990, le parti n’a pas de projet territorial d’ensemble bien défini pour la banlieue sud³⁴. L’épisode de controverse autour d’Elyssar le pousse à commencer à développer une telle approche. Le retour des municipalités en 1998, après 35 ans de rupture, représente une nouvelle opportunité à travers laquelle les réseaux du parti vont faire l’apprentissage nécessaire pour l’élaboration d’un tel projet.

- 58 La municipalité de Ghobeiri (Carte II) est l'une de celles-ci. Cette commune est la plus grande en superficie, la plus riche en revenus et c'est aussi celle où le parti réussit à ramener des militants à la présidence et à la majorité du conseil municipal. Ghobeiri, c'est aussi la localité dont la moitié de la superficie est couverte par le périmètre d'ELYSSAR. Si l'arrivée d'un conseil municipal tenu par le Hezbollah met directement la municipalité dans une position d'opposition au projet, celle-ci n'a pas en 1998 un projet territorial défini. C'est à travers la confrontation ouverte avec ELYSSAR et les actions qu'elle met en place dans ce sens que se définit le système idéal qui oriente la construction de cette territorialisation locale.
- 59 Dans la controverse sur la situation et le futur des habitants des quartiers informels d'ELYSSAR, la municipalité fustige la situation de laissés-pour-compte des habitants, surtout après le gel du projet. La municipalité n'a pas en fait le droit d'intervenir dans le périmètre du projet. C'est à partir de ce constat d'injustice, d'inefficacité du projet métropolitain et du refus de la position subordonnée des acteurs locaux que la municipalité met en place, au fil de l'eau, des actions qui donneront corps au système idéal de sa reterritorialisation.
- 60 En s'emparant de faits divers et d'incidents qui mettent en relief la misère de ces quartiers, elle décide d'aller au-delà de la dénonciation, en développant à chaque fois des interventions ciblées, notamment l'installation d'infrastructures *ad hoc* : canalisations et système d'assèchement de mares d'eaux usées, forages de puits et réseaux d'eau potable, réseaux d'électricité, digues contre les hautes vagues³⁵... Elle légitime ces interventions par l'urgence et la léthargie des services de l'État (Farah, 2011).
- 61 Ces expériences tracent une approche de la construction territoriale par le bas et au coup par coup que la municipalité met toujours en avant dans son discours (Farah, 2011). En effet, cette dernière développe une culture du projet et de l'opportunité qu'elle va généraliser dans sa création d'équipements par exemple, en ayant toujours un dossier d'avant-projet préparé, en saisissant les opportunités foncières et les appels d'offres pour financement par les bailleurs de fonds. Mais ceci s'accompagne aussi d'une systématisation. En modernisant ses services municipaux, et en s'appuyant sur la nébuleuse d'associations et de bureaux d'étude du Hezbollah³⁶, la municipalité développe des bases de données sur l'ensemble des espaces et populations du périmètre municipal pour augmenter l'efficacité de son action.
- 62 Ainsi voit-on le projet territorial local de Ghobeiri glisser d'un outil de contestation anti-ELYSSAR dans la controverse autour de ce projet vers une systématisation qui cherche son échelle. Ce n'est qu'en 2007, avec la création de l'union des municipalités de la banlieue sud que cette échelle commence à prendre forme. Cette union regroupe des municipalités tenues par le parti ou proches de lui et englobe la majorité de l'espace communautaire de la banlieue sud. Elle permet au réseau Hezbollah de développer à une échelle conséquente une réflexion systémique sur le territoire. On le voit déjà dans la création de grands équipements (abattoir, centre sportif, centre de défense civile...) qui sont conçus et placés géographiquement de manière à répondre aux besoins de l'ensemble de la banlieue.
- 63 Bien qu'elle ressemble en divers aspects aux pratiques de reterritorialisation *via* la gouvernance locale présentées plus haut (§2.3), notamment la focalisation sur des situations concrètes à l'échelle des quartiers et les logiques d'apprentissage, l'approche de Ghobeiri et du Hezbollah est en fait sensiblement différente. Cette approche, avant tout technocratique, rappelle de façon dérangeante l'urbanisme moderniste et pose bien la question de sa capacité à traiter les controverses que vont susciter ses actions³⁷. Elle pose aussi celle des arènes où ces controverses vont prendre place et leurs conséquences politiques et spatiales sur un projet territorial qui ne dit pas encore clairement son nom. Il est un peu tôt encore pour le savoir, et la pression politique au niveau national et international sur le Hezbollah renforce aujourd'hui la cohésion de sa communauté, rendant aujourd'hui ce type de controverses peu audible.

3.3 SOLIDERE : à qui le centre ?

- 64 Dès sa présentation, le projet de SOLIDERE fait l'objet de controverses. En effet, la portée symbolique du centre-ville pèse sur le projet. Dans l'imaginaire collectif, le centre-ville a toujours été un espace de rencontre et de mixité. Ces controverses portent notamment sur les destinations et les usages des bâtiments et des espaces publics ou encore sur la place laissée

aux différentes classes sociales dans cette zone. Portées par les critiques des intellectuels³⁸, ces controverses sont centrées sur les questions en relation avec la mémoire de la ville, l'accès à l'espace public et le rôle du centre-ville dans la reconstruction de la ville. Toutefois, avec le développement du projet, les controverses sortent des espaces fermés des salles de réunions et de conférences et vont au-delà des questions citées ici, pour inclure d'autres acteurs dans d'autres lieux et à d'autres échelles et mobiliser des controverses sur des sujets sur d'autres lieux n'ayant pas a priori un lien direct avec SOLIDERE.

65 Nombreux sont les intellectuels libanais qui s'attaquent à ce projet. En effet, plusieurs éléments du projet sont litigieux et suscitent le débat : la privatisation de l'opération, le monopole d'un seul opérateur, le choix de développer un tel méga-projet qui marginaliserait les autres centralités économiques qui se sont développées pendant la guerre, les orientations du projet, les modes d'indemnisation, la transformation du capital foncier des ayants-droit en capital boursier, la place de la mémoire des lieux dans le projet, sans compter les dossiers de corruption. On voit ainsi se multiplier les conférences, les expositions, les articles et même les propositions de contre-projets. Cette mobilisation et les questions controversées ainsi soulevées n'affectent pas vraiment le projet lui-même qui est porté par ses acteurs au pas de charge (Schmid, 2006), mais elles auront des conséquences politiques comme territoriales ailleurs à Beyrouth.

66 Ainsi, le premier ministre de l'époque³⁹, parrain du projet de reconstruction et particulièrement de SOLIDERE, n'arrive pas à faire accepter par le gouvernement l'idée d'un montage similaire pour la reconstruction de l'ouest de la banlieue sud. Critiques ou non de la toute-puissance de la société privée ainsi que du mode d'indemnisation des squatteurs et des ayants droit, et ce sous la pression des partis chiïtes Hezbollah et Amal, la majorité des ministres insiste pour que la nouvelle opération soit mieux contrôlée par le public. D'où l'idée de l'établissement public ELYSSAR.

67 Un second aspect des controverses autour de SOLIDERE a eu des impacts notables surtout sur la façon dont les populations de l'agglomération se représentent le centre-ville et le rôle que ce dernier joue dans la ville, notamment pour ce qui concerne ses espaces publics. En effet, ces espaces publics sont largement « aseptisés ». Bien dessinés et conçus en termes paysagers, ils sont aménagés et contrôlés de manière à garder à distance les classes populaires ainsi que toute sorte d'agitation. Leurs usages sont régis par les normes des classes supérieures mais aussi par des dispositifs de sécurité (caméras, vigiles...) dissuasifs (Khayat, 2002 ; Barakat & Chamussy, 2002). Ainsi, on comprend bien que les manifestations, *sit-in* et campements qui se succèdent à partir de 2005, correspondent à une reconquête par le politique mais aussi par les classes populaires d'un lieu qui symbolise un projet de ville où se retrouvent les laissés-pour-compte et marginalisés. Ceci n'est cependant qu'un bref interlude après lequel les logiques politiciennes et affairistes de la classe politique libanaise reprennent le dessus, en faisant avorter ces dynamiques et même en renouvelant les contrats de la société gestionnaire pour 75 ans.

68 Un troisième aspect de la controverse concerne les conséquences sur le long terme de l'effet de centralisation des activités stratégiques dans le centre-ville, que la réalisation du projet aurait entraîné. Il est aussi reproché à ce projet d'avoir produit des effets sur les autres centralités qui se sont développées pendant la guerre et sur la marginalisation économique des banlieues. Or, à la suite du blocage du processus de paix israélo-arabe⁴⁰ sur lequel SOLIDERE comptait pour attirer les investisseurs internationaux, la réalisation du projet connaît un important retard qui se traduit par une succession de phases de relance et de stagnation, en lien avec les changements de la situation politique. Cette lenteur dans la réalisation du projet encourage le développement des centralités périphériques héritées de la guerre, mais aussi des tentatives de la part d'autres réseaux d'acteurs locaux dans les banlieues pour retrouver leur place dans le nouveau schéma économique métropolitain. C'est le cas du réseau municipal de Chiyah (Carte II).

69 Bien que cette localité ait payé le prix lourd de la guerre⁴¹. Chiyah concentre en 1998 un grand nombre d'activités économiques. Sa position dans l'agglomération et son ouverture sur les banlieues est et sud attirent des PME de commerce, d'artisanat et de services. C'est cette potentialité économique qui pousse son réseau d'acteurs municipal à chercher, par opposition

à celui de Ghobeiri, à accompagner le projet de reconstruction en développant son propre projet territorial.

70 Le projet proposé favorise une centralité économique, administrative et résidentielle qui se développerait sur la ligne de démarcation et qui opérerait au niveau des banlieues. Cette centralité peut compter sur l'existence de centaines de PME dans son périmètre proche, ainsi que sur la disponibilité foncière près de la ligne de démarcation. Les principales orientations de ce projet, notamment la reconstruction des espaces centraux de la localité, le développement des souks et des associations de commerçants ainsi que l'attraction des investissements, sont clairement exprimés dans le programme de la liste électorale qui remporte le conseil municipal en 1998. Toutefois, le projet n'est jamais repris dans un document officiel. Il est mis en place par morceaux, par les actions synchronisées mais autonomes d'acteurs différents : la municipalité, la paroisse religieuse, les associations de commerçants, des investisseurs privés...⁴²

71 Ce projet est perçu comme la base de la (ré)émergence de Chiyah en tant que territoire municipal. En effet, il permettrait à Chiyah de transcender la ligne de démarcation et de s'émanciper du poids des projets d'espaces communautaires et des partis qui les gèrent. Toutefois, la controverse qui s'ouvre autour du retour des déplacés et de l'indemnisation des squatteurs qui occupent les bâtiments dans la zone à reconstruire près de la ligne de démarcation mène au gel du projet⁴³.

72 Tout ceci souligne l'incapacité de SOLIDERE à jouer le rôle tant attendu de locomotive pour la ville et remet fortement en cause la légitimité du projet de reconstruction, ouvrant encore davantage le champ des questionnements et la recherche d'autres entrées de reterritorialisation à d'autres échelles.

Conclusion : la controverse du projet de métropolisation comme lieu de reterritorialisation de la ville

73 À la différence des processus de territorialisation zonale (sur place) de la ville ancienne et aréolaire (en expansion) de la ville moderne, la métropolisation est un processus complexe et instable où oscillent des mécanismes de déterritorialisation et de reterritorialisation. Comme l'illustre l'exemple de Beyrouth, les facteurs favorisant la déterritorialisation sont des phénomènes et tendances lourds, tels que la migration, l'étalement urbain, la restructuration des flux économiques, la guerre ou l'exclusion ainsi que des controverses en lien surtout avec le développement périphérique de la ville. Chacun de ces mécanismes et controverses conjugue des éléments d'échelle macroscopique et microscopique déstabilisant la logique linéaire et positiviste d'expansion de la ville moderniste. En revanche, les facteurs de reterritorialisation semblent émaner d'éléments particuliers du contexte historique, culturel et politique local.

74 Bien que synchrones dans la métropolisation, la déterritorialisation et la reterritorialisation conjuguent des phénomènes aux temporalités forts variées. Certains sont de l'ordre du temps long historique, d'autres, de celui des opportunités volatiles des marchés. Ceci fait de la lisibilité de la métropolisation et, en conséquence, de la gouvernabilité des métropoles une question d'une grande complexité, avec des enjeux politiques significatifs. Dans les dernières décennies, nous avons observé un grand effort pour « suivre » et cadrer ce processus à travers des montages d'ingénierie institutionnelle et un développement de l'arsenal de la gouvernance. Notre propos, dans cet article, est allé dans un autre sens, celui de la mise en valeur des controverses.

75 Sur les questions territoriales, les controverses sont chose assez fréquente, et la littérature en relève de nombreux exemples. En fait, le concept de territoire lui-même est assez controversé et prête à débat (Vanier, 2009). Toutefois, au-delà des controverses sur les périmètres et institutions territoriales et leurs impacts politiques, cet article souligne les importantes potentialités qu'offrent les controverses pour penser le territoire. Comme l'affirment certains auteurs de la théorie de l'acteur-réseau, la construction de la Cité – au sens propre et figuré de ce terme – se fait autour de controverses et « à partir de choses »⁴⁴. Le territoire étant une stabilisation temporaire de réseaux dans un cadre spatial (Painter, 2010), il émerge, évolue et se dissout au fil de controverses.

- 76 Dans la complexité des échelles temporelles et spatiales, les controverses apportent de la lisibilité. Suivre les controverses sur les usages et l'organisation de l'espace permet, à l'observateur comme à l'acteur, de saisir les déterritorialisations et les reterritorialisations dans les métropoles contemporaines et de les articuler. En fait, les controverses ont l'intérêt de souligner certains enjeux ainsi que de donner sens à des temporalités et des géographies. C'est cette lisibilité qui permet aux acteurs de se positionner, se mobiliser et développer des stratégies d'action, de territorialisation. Les reterritorialisations dans les métropoles aujourd'hui sont moins l'œuvre du politique dans ses aspects institutionnels ou volontaristes, que dans ses aspects expérimentaux et polémiques. Pour les populations comme pour les acteurs politiques, la ville est de plus en plus appréhendée à partir de lieux spécifiques ainsi qu'à partir des milieux de vie et leurs possibilités de développement. Dans les métropoles, c'est par les controverses que les espaces prennent un sens politique.
- 77 Ce mécanisme est d'autant plus clair quand un projet métropolitain est affiché. En effet, celui-ci offre une certaine lecture de la métropole, ses espaces et son développement. Il construit une certaine cognition qui peut être débattue et contestée comme telle – dans des cercles intellectuels, par exemple – ou à travers les conséquences de ce projet sur leurs milieux de vie pour des populations et des acteurs. Ces derniers seront ainsi amenés à se positionner par rapport à ces conséquences, souvent en ouvrant la voie au déploiement d'une controverse, comme on l'a vu dans les cas d'ELYSSAR et SOLIDERE.
- 78 Ces controverses s'affichent au niveau discursif mais aussi aux niveaux matériel et politique. Les acteurs tentent de changer le cours des choses sur le terrain. Ils font ainsi pression en bloquant des usages imposés ou en établissant d'autres par des faits accomplis qui changent la matérialité de l'espace même. En même temps, ces stratégies d'action nécessitent le développement de coalitions d'acteurs comme la stabilisation d'un ensemble de valeurs partagées, concernant notamment ce que représente cet espace et ce qui doit en être fait. Ainsi, on est face à un processus de reterritorialisation qu'on peut graduer, comme l'illustrent les différentes situations présentées à Beyrouth, de la simple appropriation plus ou moins temporaire de l'espace, à la mise en place d'infrastructures, en passant par le développement de projets et de coalitions et par la systématisation des logiques de gestion et d'intervention.
- 79 Ainsi, gérer, animer, voire encourager les controverses sur l'inscription du local dans les dynamiques métropolitaines est une condition du retour de la Cité, et donc, un mode politique de reterritorialisation des métropoles. Quelle que soit l'échelle de gouvernance mobilisée, ignorer ou – pire – refouler cette dimension en misant sur l'ingénierie institutionnelle semble alors contreproductif, voire dangereux.

Bibliographie

- Ababsa M. (2002), « Idéologies territoriales et pratiques urbaines des riverains de l'ancienne ligne de démarcation de Beyrouth », in : Reitel B, Zander P, Piermay J-L et Renard J-P (sous la direction de), *Villes et frontières*, Economica-Anthropos, Paris.
- ABI SAMRA M. (2009), Les villages littoraux et l'urbanisation avortée dans la banlieue sud, trois époques rapides dans la chronologie des changements de la société locale de Haret Hreik et son extinction [en arabe], *AnNahar*, Beyrouth, 15/02/2009
- Alsayad N. et Roy A. (2006), « Medieval modernity : on citizenship and urbanism in a global era », *Polity and Space*, 10, 1. pp. 1-20
- Amin A. et Thrift N. (1994), *Globalization, institutions and regional development in Europe*, Oxford University Press, Oxford.
- Arefi M. (2014), *Deconstructing placemaking, needs, opportunities and assets*, Routledge, Abingdon et New York.
- Ascher F. (1995), *Métapolis ou l'avenir des villes*, Odile Jacob, Paris.
- Ascher F. (1999), « Faire société à l'heure de la métropolisation », *Urbanisme*, hors série 11, pp. 25-26
- Attar N. (1986), *Etude de la sous-intégration : le quartier de Roueissat*, Sciences sociales, Université Saint-joseph, Beyrouth.

- Farah J. (2011), Différenciations sociospatiales et gouvernance municipale dans les banlieues de Beyrouth : les cas de Sahel AlMatn AlJanoubi et de Ghobeiri, Chiyah et Furn AlChebbak, thèse en urbanisme, Université de Liège, Liège
- Bailey S. (1993), « Public choice theory and the reform of local government in Britain : from government to governance », *Public policy and administration*, 8, 2, pp. 7-24.
- Banque mondiale (2000), *Villes en transition : résumé de la stratégie de la Banque Mondiale pour les villes et collectivités territoriales*, Banque mondiale, Washington.
- Banque mondiale (2008), *Repenser la géographie économique. Rapport 2009 sur le développement dans le monde*, Banque mondiale/de Boeck, Washington.
- Banque mondiale (2011), *Migrations and remittances : Factbook 2011*, Banque mondiale, Washington.
- Barakat L. et Chamussy H. (2002) « Les espaces publics à Beyrouth », *Géocarrefour*, 77, 3, pp. 275-281.
- Beaverstock, J.V., Smith, R.G. et Taylor, P.J. (1999), « A Roster of World Cities », *Cities*, 16, 6, pp. 445-458.
- Ben Mabrouk T. et Jouve B. (1999), « La difficile émergence de la région urbaine de Lyon », in : Jouve B. et al. (sous la direction de), *Villes, métropoles, les nouveaux territoires de l'action publique*, Economica, Paris.
- Beyhum N. (1991a), *Espaces éclatés, espaces dominés : étude de la recomposition des espaces publics centraux de Beyrouth de 1975 à 1990*, Sciences sociales, Université Lyon II, Lyon.
- Beyhum N. (sous la direction de) (1991b) *Reconstruire Beyrouth. Les paris sur les possibles*, Maison de l'Orient, Lyon.
- Beyhum S., Salaam A. et Tabet J. (sous la direction de) (1996), *Beyrouth : Construire l'avenir, reconstruire le passé*, Beyrouth, Institut de Recherche Urbaine.
- Bieber F. (2005), « Local institutional engineering : a tale of two cities Mostar and Brcko », *International peacekeeping*, 12, 3, pp. 420-433.
- Boelens L. (2010), « Theorizing practice and practicing theory : Outlines for an Actor-Relational-Approach to Planning », *Planning theory*, 9, 1, pp. 28-62
- Boino P. (2005), *La ville ressource de son développement*, page consultée le 10.10.2011, www.millenaire3.com
- Bourgey A. et Phares J. (1973), « Les bidonvilles de l'agglomération de Beyrouth », *Revue de Géographie de Lyon*, 48, 2, pp. 107-139.
- Bradford N., 2012. « Territory and local development : a place-based perspective », *Universitas Forum*, 3, 2, pp. 1-13.
- Brand R. et Fregonese S. (2013), *The Radicals' City : Urban Environment, Polarization, Cohesion*, Ashgate, Surrey.
- Buccianti L. (1973), *Espace rural et espace urbain dans la proche banlieue sud-est de Beyrouth*, Sciences géographiques, Université de Lyon II, Lyon.
- Camagni R. et Gibelli M.C. (1994), « Réseau de villes et politiques urbaines », *Flux*, 16, pp. 5-22.
- Carlo P. et Ponzini D (2014), *Placemaking and urban development : new challenges for contemporary planning and design*, Routledge, Adbington et New York.
- Chaaban J. (2009), *Labour Markets Performance and Migration Flows in Lebanon*, European University Institute.
- Chalas Y., Dubois-Taine G. (1996), *La ville émergente*, éditions de l'Aube, Paris.
- Charafeddine W. (1991), « L'habitat illégal dans la banlieue sud », in : Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon.
- Chevallier D. (1971), *La société du Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, Paris.
- Clerc-Huybrechts V. (2008), *Les quartiers irréguliers de Beyrouth*, IFPO, Beyrouth.
- Clerc V. (2012), « Laws, Rights and Justice in Informal Settlements, The Crossed Frames of Reference of Town Planning in a Large Urban Development Project in Beirut », in : Ababsa M., Denis É. et Dupret B. (sous la direction de), *Popular Housing and Urban Land Tenure in the Middle East, Case Studies from Egypt, Syria, Jordan, Lebanon, and Turkey*, American University in Cairo Press, Le Caire p. 303-320.
- Cohen J. et Rogers J. (1992), « Secondary Associations and Democratic Governance », *Politics and Society*, 20, 4, pp. 393-472.

- Coulon M. (2002), *Etude d'un quartier de la proche banlieue de Beyrouth : Nabaa*, Sciences géographiques, Université de Franche-Comté, Besançon
- Crisp B. & Ingall R. (2002), « Institutional engineering and the nature of representation : Mapping the effects of electoral reform in Colombia », *American journal of political science*, 36, 4, pp. 733-748.
- Davie M.F. (1991), « La gestion des espaces urbains en temps de guerre : circuits parallèles à Beyrouth », in : Beyhum N. (sous la direction de), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon.
- Davie M.F. (1992), « Les marqueurs de territoires idéologiques à Beyrouth 1975-1990 », *L'affiche Urbaine*, page consultée le 04.05.2007, <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/MICHAELDAVIE/MARQUEURS/Affiches-a-Beyrouth.html>
- Davie M. F. (1994), « Les Banlieues de Beyrouth : Espace de crise » , Communication au colloque *Petites Villes et Développement Local dans le Monde Arabe*, URBAMA, Tours, 28-30 juin 1994, <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/html/>
- Davie M. F. (1997) « Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest : territoires confessionnels ou espace de guerre ? », in Davie M. F. (sous la direction de), *Beyrouth, regards croisés*, URBAMA, Tours
- Davie M. F., 2007. « Beyrouth, de la ville centrée à la ville retournée : une approche de l'espace public contemporain au Liban », in Davie M. (sous la direction de), *Fonctions pratiques et figures des espaces publics au Liban*, ALBA, Beyrouth.
- Dear M. et Flusty S., 1998. « Postmodern urbanism », *Annals of the association of american geographers*, 88, pp. 50-72
- Deboulet A. et Fawaz M., 2011. « Contesting the legitimacy of urban reconstruction and highways in Beirut's informal settlements », in : Davis D. et Libertun de Duren N., *Cities and sovereignty : identity politics in urban space*, Indiana University Press, Bloomington.
- Derycke P-H. (1999), « Comprendre les dynamiques métropolitaines », in : Lacour CI, Puissant S (sous la direction de), *La métropolisation : croissance, diversité, fractures*, Anthropos, Paris.
- Digaetano, A. et Strom, E. (2003), « Comparative urban governance : an integrated approach », *Urban affairs review* 38, 356-395.
- Donzelot J., Mevel C. et Wyvekens A. (2003), *Faire société : la politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, Seuil, Paris.
- Doraï M.K. (2008), « Du camp à la ville. Migrations, mobilités et pratiques spatiales dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban en/hors camp », *Asylon*, n° 5, <http://www.reseau-terra.eu/article802.html>
- Durand F., 1995. *Les processus d'urbanisation de la périphérie nord-est de Beyrouth. Acteurs, stratégies enjeux*, Sciences géographiques, Université François-Rabelais, Tours.
- Faour G., Haddad T., Velut S. et Verdeil E. (2005), « Beyrouth : quarante ans de croissance urbaine », *Mappemonde*, 79, <http://mappemonde.mgm.fr/num7/articles/art05305.html>
- Farias I. (2011), « The politics of urban assemblage », *City*, 15, 3-4, 365-374.
- Fassin D. (1996), « Marginalidad et marginados, la construction de la pauvreté urbaine en Amérique Latine », in : Paugam S. (sous la direction de) *L'exclusion, état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- Fawaz M. (2008), « An Unusual Clique of City-Makers : Social Networks in the Production of a Neighborhood in Beirut (1950-75) », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32, 2, pp. 565-585.
- Ferrier J-P. (2001), « Pour une théorie géographique de la métropolisation », *Cahiers de la métropolisation*, 1, pp. 41-51.
- Florida R. (1995), « Towards a learning regions », *Futures*, 27, pp. 527-536
- Fraisse L. (2011), *Potential and ambivalent effects of grassroots initiatives on neighborhood development*, consulté le 20.05.2012, http://www.socialpolis.eu/uploads/tx_sp/EF11_Paper.pdf
- Friskén F. et Norris D. (2001), « Regionalism reconsidered », *Journal of urban affairs*, 23, 5, pp. 467-478.
- Frug G.E. (2002), « Beyond regional government », *Harvard Law Review*, 115, 7, pp. 1763-1836.
- Genestier P. (2002), « La rhétorique de la ville fragmentée : ou quand l'idéal holiste est délégué à l'échelon local », in : Navez-Bouchanine F. (sous la direction de), *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris.

- Genestier P., Jouve B., Boïno P. (2008), « L'aménagement urbain et territorial, entre post-keynésianisme et néo-keynésianisme », *Métropoles*, 4.
- Ghora-Gobin C. (2000), *Les Etats-Unis entre local et mondial*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Ghora-Gobin C. (2010), « De la métropolisation : un « nouveau » paradigme ? », *Quaderni*, 73|2010 pp. 25-35
- Ghorayeb M., 1997. « De l'art urbain à l'urbanisme progressiste, desseins pour une ville levantine sous mandat français à Beyrouth », in : Davie M. F. (sous la direction de), *Beyrouth, regards croisés*, URBAMA, Tours
- Haghighat C. (1994), *L'Amérique Urbaine Et L'exclusion Sociale*, Presses universitaires de France, Paris.
- Hanssen J. Philipp T. et Weber S. (2002), « A new urban paradigm », in : Hanssen J., Philipp T. & Weber S. (sous la direction de), *The empire in the city : arab provincial capitals in the late ottoman empire*, Ergon Verlag Wurzburg in Kommission/Orient Institute of Beirut, Beyrouth/Wurzburg.
- Harb M. (1996), *Politiques urbaines dans la banlieue sud de Beyrouth*, Les Cahiers du CERMOC, Beyrouth
- Harb M. (1997), « L'espace dans les discours sur l'aménagement de la banlieue sud : le projet Elyssar », in : Arnaud J-C. (sous la direction de), *Beyrouth, Grand Beyrouth*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, Beyrouth.
- Harb M. (1999), « La reconstruction de la banlieue sud-ouest de Beyrouth : une négociation entre Etat et acteurs politiques », in Huybrechts E., Douayhi C. (sous la direction de), *Reconstruction et réconciliation au Liban, Négociations, lieux publics, renouvellement du lien social*, Les Cahiers du CERMOC, n° 23, Beyrouth
- Harb M. (2010), *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005) ; de la banlieue à la ville*, IFPO-Karthala.
- Harvey D. (1989), From managerialism to entrepreneurialism : the transformation of urban governance in late capitalism, *Geografiska annaler*, 71, 1, pp. 3-17.
- Harvey D. (2004), « L'urbanisation du Capital », *Actuel Marx*, 35, pp. 41-70
- Healey P. (1999), Institutional Analysis, Communicative Planning, and Shaping Places, *Journal of Planning Education and Research*, 19, 111-121
- Huybrechts E. (2002), « Beirut : Building regional circuits », in : Sassen S. (sous la direction de), *Global networks, linked cities*, Routledge, New York & Londres.
- Huybrechts E., Verdeil E. (2000), Beyrouth entre reconstruction et métropolisation, *Villes en parallèle*, 2000, n° 32-33, p. 83-103.
- Jean B. (1996), « La région sous le regard sociologique : la construction sociale du fait régional », in : Proulx M-U (sous la direction de), *Le phénomène régional au Québec*, Presses Universitaires du Québec, Québec.
- Jean B. (2006), « Présentation : le développement territorial », *recherches sociographiques*, 47, 3, pp. 397-409
- Jouve B. (2003), « Gouvernance métropolitaine : vers un programme de recherche comparatif », *politiques et sociétés*, 22, 1, pp. 119-142
- Jouve B. (2005), « Démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté », *la revue française de sciences politiques*, 55, 2, pp. 117-137
- Kassir S. (2003) *Histoire de Beyrouth*, Fayard, Paris.
- Keating M. (1997), *The new regionalism in western Europe : territorial restructuring and political change*, Edward Elgar, Cheltenham.
- Khayat T. (1995), *Espaces et territoires communautaires à Achrafieh et dans la proche banlieue Est de Beyrouth*, Sciences géographiques, Université François Rabelais, Tours.
- Khayat T. (2002), « La rue, espace réservé : voitures et vigiles dans les nouvelles zones de loisir à Beyrouth », *Géocarrefour*, 77, 3, pp. 285-288.
- Kübler D. (2005), « Démocratie et gouvernance d'agglomération : quelques leçons européennes », *Pouvoirs locaux*, 2, 65, pp. 85-91
- Latour B. (1989), *La science en action, introduction à la sociologie des sciences*, La Découverte, Paris.
- Latour B. (1999), *Politiques de la nature : Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, Paris.

- Latour B. (2005), « From realpolitik to dingpolitik », in : Latour B. & Wiebel P. (sous la direction de), *Making things public : atmospheres of democracy*, MIT Press, Cambridge
- Latour B. (2007), « Quel cosmos ? Quelles cosmopolitiques ? », in : Lolive J. et Soubeyran O. *L'émergence des cosmopolitiques*, La Découverte, Paris.
- Leenders R. (2004), « Nobody Having too Much to Answer for : Laissez-Faire, Networks, and Postwar Reconstruction in Lebanon », in : Heydemann S. (sous la direction de), *Networks of privilege in the Middle-East : the politics of economic reform revisited*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 169-200
- Lefevre C. (1998), « Metropolitan government and governance in western countries : a critical review », *International journal of urban and regional research*, 22, 1, pp. 9-25
- LeGalès P. (1995), « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *la revue française de sciences politiques*, 45, 1, pp. 27-95
- Leloup F. Moyart L. et Pecqueur B. (2005), « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », *Géographie, Economie, Société*, 7, pp. 321-331
- Leroy S. (2000), « Sémantiques de la métropolisation », *L'espace géographique*, 1, pp. 78-86
- Levy J. et Lussault M. (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris.
- Logan J.R. & Molotch H.C. (1987), *Urban fortunes : the political economy of space*, University of California Press, Berkeley et Los Angeles.
- Lovering J. (1999), « Theory led by policy : the inadequacies of New Regionalism (Illustrated through the case of Wales) », *International Journal of Urban and Regional Research*, 23, 2, pp. 379-395.
- Lussault M. (2007), *L'homme spatial : La construction sociale de l'espace humain*, Seuil, Paris.
- Magnaghi A. (2003), *Le projet local*, Margagha, Bruxelles.
- Makdisi S. (1997), « Laying Claim to Beirut : Urban Narrative and Spatial Identity in the Age of Solidere », *Critical Inquiry*, 23, 3, pp. 661-705.
- Mallenkopf J. (1983), *The contested city*, Princeton University Press, Princeton.
- Mauriat J. (1997), *Les camps de réfugiés palestiniens à Beyrouth : Dynamiques internes et articulations à leur environnement immédiat*, Sciences géographiques, Université Paris X, Nanterre.
- Mcfarlane C. (2011), *Learning the city : Knowledge and translocal assemblage*, Wiley-Blackwell, Chichester.
- Minier P. (2000), *Jeux et enjeux de la croissance urbaine : la reconquête de l'ancienne ligne de démarcation à Hadath, banlieue de Beyrouth*, Sciences géographiques, Université François Rabelais, Tours.
- Mollard A. et Pecqueur B. (2007), « Le développement régional, enjeux de recherche et d'acteurs », in : Mollard A (sous la direction de), *Territoires et enjeux du développement régional*, Éditions Quae, Versailles.
- Morgan K. (2004), « Sustainable Regions : Governance, Innovation and Scale », *European Planning Studies*, 12, 6, pp. 871-889
- Moulaert M, Martinelli F, Swyngedouw E et Gonzales S. (2005), « Towards Alternative Model of Local Innovation », *Urban studies*, 42, 11, pp. 1969-1990
- Moulaert M, Martinelli F, Swyngedouw E. et Gonzales S. (2010), *Can neighborhoods save the city ? Community development and social innovation*, Routledge, London & New York.
- Nasr S. Et Nasr M. (1976), « Morphologie sociale de la Banlieue est de Beyrouth », in *Maghreb-Machrek*, n° 73, pp. 78-88.
- Novy A. Coimbra Swiatek D. et Moulaert F. (2012), « Social cohesion : a conceptual and political elucidation », *Urban studies*, 49, 9, pp. 1873-1889.
- Oberti M. (1996), « La relégation urbaine, regards européens », in Paugam S. (sous la direction de), *L'exclusion, état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- Olds K. (1998), « Globalization and urban change, tales from Vancouver via Hong kong », *Urban geography*, 19, 4, pp. 360-385.
- Osseiran A. (1982), *La banlieue de Beyrouth, Urbanisme et aménagement de territoire*, Université Paris-Sorbonne, Paris.
- Painter J. (2010), « Rethinking Territory », *Antipode*, 42, 5, pp. 1090-1118.
- Paix C. (1975), « La portée tertiaire des activités tertiaires de commandement économique du Liban », *Tiers-monde*, 16, 165, 135-182.

- Phares J. (1977) *Une société banlieusarde dans l'agglomération beyrouthine, étude de certains aspects du développement suburbain*, Publications du centre de recherches de l'Université Libanaise, Beyrouth.
- Phares J. et Schmeil Y. (1977), « Modification du site urbain de Beyrouth », *Maghreb-Machrek*, 75, pp. 34-43.
- Pierre J. (2011), *The politics of urban governance*, Palgrave-Macmilan, Londres.
- Posusney M. (2002), « Multi-party elections in the arab world : institutional engineering and oppositional strategies », *Studies in comparative international development*, 36, 4, pp. 34-62.
- Rauch D. (2006), « Institutional fragmentation, institutional engineering and the development of elderly and childcare in Sweden », *Scandinavian political studies*, 29, 4, pp. 285-307.
- Rowe P. et Sarkis H. (1998), *Projecting Beirut : episodes in the construction and reconstruction of a modern city*, Prestel, Munich.
- Rozenblat C. et Pumain D. (1993), « The location of multinational firms in the European urban system », *Urban studies*, 30, 10, pp. 1691-1710
- Rozenblat C. et Cicille P (2004), *Les villes européennes – analyse comparative*, page consultée le 12.12.2011, www.datar.gouv.fr/datar_site/datar_framedef.nsf/webmaster/actu_Rayonnement_vf?opendocument
- Sager T. (2011), « Neo-liberal urban planning policy : a litterature survey 1990-2010 », *Progress in planning*, 76, pp. 147-199.
- Salaam A., « Le Nouveau plan directeur du centre-ville de Beyrouth », in : Beyhum S., Salaam A. et Tabet J. (sous la direction de) *Beyrouth : Construire l'avenir, reconstruire le passé*, Institut de Recherche Urbaine, Beyrouth.
- Salet W., Thornley A. & Kreukels A. (sous la direction de) (2003), *Metropolitan governance and spatialplanning : comparative case studies of European City-Regions*, SPON Press.
- Saliba R. et Abun Nasr Y. (1997), « Development of the informal sector during the lebanese war », in : Davie M. F. (sous la direction de) *Beyrouth, regards croisés*, URBAMA, Tours
- Sassen S. (1991), *The global city : London, New York, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton.
- Schaap L. (2005), « Reform and democracy in the Rotterdam region : an evaluation of the attempt to create a regional government », in : Heinelt H. *et. Al.* (sous la direction de) *Metropolitan governance : capacity, democracy and the dynamics of place*, Routledge, London.
- Schneekloth L. et Schilbey R.J. (2008), *Placemaking : the art and practice of building communities*, Wiley, London.
- Schoonbrodt R. (2007), *Vouloir et dire la ville*, AAM Éditions, Bruxelles.
- Schmid H. (2006), « Privatized urbanity or a politicized society ? Reconstruction in Beirut after the civil war », *European Planning Studies*, 14, 3, pp. 365-381.
- Smadja D. (2012), « La boîte noire de la controverse », *Raisons politiques*, 2012/3 n° 47, pp. 5-11.
- Stoker G. (2011), « Was local governance such a good idea ? A global comparative perspective », *Public administration*, 89,1, pp. 15-31
- Stone C. (1989), *Regime politics : governing Atlanta 1946-1988*, University Press of Kansas. Lawrence
- Stone C. (2005), « Looking Back to Look Forward : Reflections on Urban Regime Analysis », *Urban affairs review*, 40, 309-341.
- Storper M. (1997) *The regional world : territorial development in a regional economy*, The Guilford Press, New York.
- Swengedouw, E., Moulart, F., et Rodriguez, A. (2002), Neoliberalurbanization in Europe : Large-scale urban development projectsand the new urban policy, *Antipode*, 34, 3, pp. 542-577.
- Tabet J. (1993), « Towards a Master Plan for Post-War Lebanon », in : Khalaf S. et Khoury P. (sous la direction de) *Recovering Beirut : Urban Design and Post-War Reconstruction*, E.J. Brill, Leiden.
- TABET J. (sous la direction de) (2001), *Beyrouth*, Institut français d'architecture, Paris.
- Tasan-Kok T. (2009), « Entrepreneurial Governance : Challenges Of Large-Scale : Property-Led Urban Regeneration Projects », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 101, 2, pp. 126-149
- Taylor P-J (2000), « World cities and territorial states under the conditions of contemporary globalization », *Political Geography*, 19|2000, pp. 5-32
- Theys J., Du Tertre C. Et Rauschmyer F. (2010), *Le développement durable : la seconde étape*, Editions de l'Aube, Paris.

- Tohme A. (1995), « Hadath : petite ville ou banlieue de Beyrouth ? », in *Peuples Méditerranéens*, 72-73, pp. 187-206
- Vanier M. (sous la direction de) (2009), *Territoires, territorialité et territorialisation : controverses et perspectives*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- Veltz P. (1996), *Mondialisation, villes et territoires : une économie d'archipel*, PUF, Paris.
- Verdeil É. (2013), « Délimiter les banlieues de Beyrouth. Des noms et des périmètres », in : Longuenesse É., Pieri C. (sous la direction de), *Des banlieues à la ville Espaces et acteurs de la négociation urbaine*, Presses de l'IFPO, Beyrouth, page consultée le 12.11.2013, < <http://books.openedition.org/ifpo/3457> >
- Verdeil E., Faour G. et Velut S. (2008), *Atlas du Liban, Territoires et Sociétés*, IFPO/CNRS-Liban.
- Wallis A., 2003. « Regional governance and post-industrial economy », in : Kemp R.L. (sous la direction), *Regional government innovations : a handbook for citizens and public officials*, Mac Farland & Co.
- Webb D. (2011), « The limits of associative democracy : a comment on actor-relational approach in planning », *Planning theory*, 10, 3, pp. 273-282.
- Wilson W.J. (1987), *The truly disadvantaged : the inner city the underclass and public policy*, University of Chicago Press, Chicago.

Notes

- 1 Il faut dire aussi que, bien qu'elle décrive un phénomène qui a été étudié autre part, principalement aux Etats-Unis, la notion de métropolisation est fortement caractéristique de la littérature européenne sur la ville (Derycke, 1999). D'autres notions comme « urban region » et « world city » sont utilisées dans le monde anglo-saxon pour parler de différents aspects de ce que couvre la notion de métropolisation dans la littérature continentale européenne.
- 2 Ceci est le cas par exemple des ghettos historiques, de ceux de l' « underclass » noire [?] aux Etats-Unis (Wilson, 1987 ; Haghigat, 1994), mais aussi des quartiers informels (Fassin, 1996), des cités reléguées des banlieues françaises (Oberti, 1996).
- 3 L'ingénierie institutionnelle est une notion utilisée en sciences politiques, notamment anglo-saxonnes. Elle désigne l'adoption de changements institutionnels visant à transformer (parfois maintenir), de façon intentionnelle et *via* la réorganisation des prérogatives, des procédures et des périmètres administratifs, l'équilibre électoral entre forces politiques (Crisp & Ingall, 2002 ; Posusney, 2002), l'organisation d'un service public (Rauch, 2006) ou la gouvernance d'un territoire (Bieber, 2005).
- 4 Le Liban connaît une violente guerre civile qui s'étale de 1975 à 1990. Dans cette guerre, on voit exploser différentes confrontations basées sur des controverses et tensions de diverses natures : position du pays dans le conflit arabo- israélien et la guerre froide, équilibre de pouvoir entre communautés, choix des politiques socioéconomiques, conquêtes de pouvoir par des leaderships concurrents dans la même communauté...
- 5 Pour cela, voir Levy & Lussault (2003), Lussault (2007) et Painter (2010).
- 6 L'économie globale est à différencier de l'économie mondiale qui est la somme des économies nationales (Ghorra-Gobin, 2010).
- 7 Voir discussions de Frug (2002) et Kübler (2005).
- 8 A ne pas confondre avec la région urbaine, plus à l'échelle métropolitaine.
- 9 De fait, le régionalisme politique représente une vraie dynamique politique qui s'impose aujourd'hui dans beaucoup de pays autour du monde. C'est le cas en Europe : en Espagne (Catalogne, Pays Basque...), Italie (Ligue du Nord), France (Corse, Bretagne...), Grande Bretagne (Écosse, Pays de Galle), Belgique (Flandre), Allemagne (Bavière)... Et encore plus sur d'autres continents, à titre d'exemples : les régions kurdes d'Irak, Turquie et Syrie, les régions sud au Yémen, le Cachemire en Inde, les régions Moro aux Philippines...
- 10 « institutions » à entendre dans le sens large d'organisations, de lois et de valeurs
- 11 Toutefois, Smadja (2012) démarque la controverse de la délibération et des cadres de la démocratie participative en insistant sur le fait que, bien que la controverse s'appuie sur une logique, elle présente un intérêt heuristique permettant une analyse du déploiement du différend et du conflit sans pour autant le lier à une recherche rationnelle d'un accord.
- 12 Qui peut être alternante et sous forme de basculements rapides.
- 13 65 % des surplus accumulés dans les pays du Golfe entre 1956 et 1965 se sont dirigés vers les banques et l'investissement dans l'économie de service beyrouthine (Paix, 1975).

- 14 Surtout après la fermeture de l'accès vers le port d'Haïfa après la guerre arabo-israélienne de 1948 et plus tard la fermeture du canal du Suez.
- 15 Les régions périphériques du Liban perdirent la moitié de leur population dans les décennies 1950-60.
- 16 Notamment Arméniens, Assyriens, Syriens, Kurdes et Palestiniens, ainsi que de nombreux réfugiés opposants politiques dans le monde arabe.
- 17 Ceci se manifeste par le développement d'une « ceinture de misère » (Bourgey et Pharès, 1973 ; Pharès et Schmeil, 1977), formée de bidonvilles, de zones d'habitat informel et de camps de réfugiés.
- 18 À part dans une frange minoritaire de réseaux communistes et de nationalistes syriens, seules certaines élites politiques et économiques maintiennent des espaces de sociabilité communs tournant autour de certaines écoles, de clubs et universités privées, ainsi que des partenariats économiques.
- 19 Effectivement, autour de 46,2 % des ménages du pays ont au moins un membre de leur famille vivant à l'étranger (Chaaban, 2009).
- 20 Elles se trouvent surtout dans les zones centrales de l'agglomération.
- 21 L'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri et la profonde fracture du monde politique et social libanais qui suivit, sur fond de tensions régionales déstabilisant les fragiles équilibres politiques et communautaires qui dominaient le pays sous la houlette syrienne de 1990 à 2005.
- 22 Les combats de la guerre civile se terminent en 1990
- 23 La Wilayat correspond à un gouvernorat régional dans l'empire ottoman.
- 24 L'exemple du changement du nom du projet d'Écochard (1963) initialement appelé « plan d'aménagement du Grand Beyrouth » puis « plan d'aménagement de Beyrouth et ses banlieues » symptomatique de ces tensions et controverses (Verdeil, 2010)
- 25 Pour contester et défier les autorités centrales et des les élites politiques, des acteurs locaux ont même encouragé depuis les années cinquante le développement de ces quartiers.
- 26 Voir, pour ce qui concerne ces quartiers informels, leur construction, leur place en ville ainsi que les controverses qu'ils ont suscitées avant la guerre, notamment Bourgey et Pharès (1973) pour un panorama général des bidonvilles avant la guerre, Deboulet et Fawaz (2011), Fawaz (2010), Clerc (2008), Saliba et Abu Nasr (1997), Charafeddine (1991) et Osseiran (1982) pour les quartiers informels de la banlieue sud, Nasr et Nasr (1976), Attar (1986) et Coulon (2002) pour ceux des banlieues est et nord.
- 27 Sous-circonscription la région, équivalent des départements.
- 28 Dans la plupart des communautés, on observe le développement de confrontations internes sur la base entre autres de conflits sur les choix stratégiques concernant ces territoires. La captation des ressources des territoires et la construction du leadership individuel s'articulent souvent aux choix stratégiques, faisant de ces confrontations les plus violentes de la guerre.
- 29 Appelés aussi « Document de réconciliation nationale », les accords de Taef – du nom de la ville saoudienne où ils furent négociés – ont été conclus en octobre 1989 et représentent une entente sur la réorganisation de la vie politique du pays et son orientation stratégique : nouveaux équilibres communautaires au sein de l'État, arabité du pays, affirmation de la souveraineté de l'État et de son « retour » sur tous ses territoires...
- 30 C'est aussi le nom de la reine phénicienne éponyme.
- 31 Notamment des expatriés de retour après la guerre.
- 32 Le Premier ministre portant le projet de reconstruction se présente comme au-dessus des rivalités communautaires et partisans traditionnelles libanaises et décrit son projet comme répondant strictement à des nécessités de développement économique.
- 33 Pour le Hezbollah, qui est le fer de lance de la résistance contre Israël, soutenir la communauté dont sont issus ses combattants est aussi un acte de résistance par le social.
- 34 Le parti a opéré dans le début des années 90 une transition dans la conception de son action de la « révolution islamique », inspirée du modèle iranien dont le régime est le principal soutien international du parti, vers la « résistance islamique » ancrant le projet du parti dans un contexte local spécifique. C'est un passage d'un internationalisme révolutionnaire religieux vers une sorte de nationalisme où religion et défense de la patrie sont fortement liées. Toutefois, ce positionnement n'implique pas pour autant dans l'action du parti une stratégie de construction territoriale claire de la banlieue sud.
- 35 Pour une présentation plus détaillée de ces interventions et leurs contextes, se référer à la thèse de Jihad Farah (2011).
- 36 Le Hezbollah a développé depuis sa création un grand nombre d'associations et de bureaux d'études qui sont actifs dans les domaines de l'assistance sociale, de l'éducation, de la santé, de la jeunesse, du développement économique local, de l'environnement, ainsi que nombre de bureaux d'études et de travaux publics. Pour une présentation détaillée de ces organismes, se référer à Harb (1996, 2010).
- 37 Ce point a été déjà souligné par Harb (1997) en ce qui concerne la position du parti vis-à-vis d'ELYSSAR.

38 Entre autres, Nabil Beyhum, Assem Salam et Jad Tabet. Voir Beyhum (1991b, 1992), Salam (1996), Tabet (1993, 2001), Beyhum, Salam et Tabet (1996), Saree Makdissi (1997) et Hachem Sarkis (1998).

39 Au sujet duquel certains affirment qu'il mène la majorité de ses actions grâce à nombre de prête-noms (Leenders, 2004). Dans tous les cas, le conseil d'administration de SOLIDERE est tenu par un ensemble de personnes qui lui sont assez proches.

40 Avec l'assassinat du premier ministre israélien Rabin.

41 Chiyah a été coupée par une ligne de démarcation, une partie de sa population a été déplacée et certains de ses quartiers ont été détruits.

42 On est dans un modèle de gouvernance assez proche de ce que Clarence Stone appelle « régime urbain » où des acteurs de profils différents s'associent dans une coalition officieuse (c'est-à-dire qui ne s'exprime pas forcément dans la composition du conseil municipal) opérant à travers l'action municipale, ainsi qu'en complémentarité avec elle, en vue de la mise en place d'un « projet » pour la ville. Pour une discussion de ce modèle de gouvernance et son appropriation dans le cas des municipalités de l'agglomération de Beyrouth, voir Farah (2011).

43 Cette controverse a eu elle aussi son implication territoriale et politique, notamment la consolidation de la ligne de démarcation et le développement d'un nouveau projet territorial replié sur le quartier « chrétien » de Chiyah (voir Farah, 2011).

44 Voir notamment la conception de la *Dingpolitik* de Latour (2005)

Pour citer cet article

Référence électronique

Jihad Farah et Jacques Teller, « De la territorialisation des controverses : métropolisation, déterritorialisation et (re)territorialisation à Beyrouth », *Métropoles* [En ligne], 16 | 2015, mis en ligne le 09 juin 2015, consulté le 09 juin 2015. URL : <http://metropoles.revues.org/5098>

À propos des auteurs

Jihad Farah

Professeur assistant

Département d'urbanisme à l'Université Libanaise

Unité de recherche Local Environment Management and Analysis à l'Université de Liège

Jihad.farah@ul.edu.lb

Jacques Teller

Professeur et chef de département

Département architecture géologie environnement et construction à l'Université de Liège

Jacques.teller@ulg.ac.be

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

Cet article aborde les modalités de déterritorialisation et de reterritorialisation des villes vivant un processus de métropolisation. Dans ces villes, l'évolution des différents espaces de la ville est moins en rapport avec des logiques de centralité liant la ville à son arrière-pays. Elle plus affectée par la compétition entre différentes centralités inscrites dans des réseaux locaux et internationaux d'acteurs et de lieux, menant à la déterritorialisation de la ville. Cette évolution constitue un défi politique considérable, tant pour les citoyens que pour les institutions en charge de la régulation urbaine. Les principales réponses à ce défi cherchent à ramener de la cohérence par des efforts de reterritorialisation de l'urbain. Cette reterritorialisation s'appuie sur des stratégies de gouvernance territoriale qui peuvent se déployer sur trois échelles différentes : métropolitaine, régionale ou locale. En se fondant sur l'exemple de Beyrouth, cet article souligne le fait que, bien que de natures très différentes, voire opposées, ces trois

formes de gouvernance peuvent opérer simultanément dans un même contexte urbain. L'article avance aussi l'idée qu'une focalisation sur le développement des controverses en lien avec l'organisation et l'usage de l'espace urbain, notamment les grands projets urbains, peut servir de grille pour saisir l'articulation, la tension et le développement mutuel de ces gouvernances. Les controverses poussent les acteurs à se positionner les uns par rapport aux autres, construire ou redéfinir des réseaux d'action, porter des projets de transformation urbaine, soit autant de modalités de reterritorialisation de la ville.

This article deals with modalities of deterritorialisation and reterritorialisation in cities undergoing metropolisation processes. In these cities, territorial evolution is becoming less related to logics of centrality linking the city and its hinterlands. It is more affected by competition logics between different centralities anchored in different local and international actors and place networks, leading to the "deterritorialisation" of the city. This evolution represents a considerable political challenge for urban citizens as well as for institutions in charge of urban regulation. The main answers to this challenge usually aim to bring back coherence through efforts of "reterritorialisation". This reterritorialisation builds on territorial governance strategies that may deploy on three different scales : metropolitan, regional or local. Through the case of Beirut, this article stresses that, though of different or even opposing nature, these three forms of territorial governance may be simultaneously operating in the same urban context. The article also asserts that focusing on the development of controversies linked to the organization and use of urban space, and mainly to large urban projects, could serve as a framework for understanding the articulation, tension and mutual development of these governances. Controversies push actors to position themselves, build or redefine networks and engage in projects that would transform urban space, resulting in various modalities of reterritorialisation of the city.

Entrées d'index

Mots-clés : Beyrouth, controverse, gouvernance, métropolisation, territorialisation

Keywords : Beirut, controversy, governance, metropolisation, territorialisation